ISSN 3088-8824

Les Enjeux Eco

Quotidien national de l'économie

Mercredi 11 novembre 2026 - Prix : 20 DA - http:www.lesenjeuxeco.dz ■ N°1024 ■

POLLUTION DE L'OUED MOUILAH

Merad : «Ce phénomène n'est pas innocent»

P 16

LE MINISTRE ARKAB A INSPECTÉ LE CHANTIER DE HASSI MESSAOUD

L'Algérie accélère le développement de son industrie du raffinage

Le projet de réalisation de la nouvelle raffinerie de pétrole de Hassi Messaoud fait l'objet d'un suivi renforcé afin de garantir son achèvement dans les délais contractuels. En déplacement hier dans la région de Hassi Messaoud, le ministre d'État, ministre des Hydrocarbures, Mohamed Arkab, a insisté sur la nécessité de mobiliser l'ensemble des moyens humains, techniques et logistiques pour accélérer la cadence des travaux et assurer la mise en exploitation de cette infrastructure stratégique conformément au calendrier arrêté. P 3



ONS

La production industrielle progresse de 3,7 % en 2024

La production industrielle du secteur public national a enregistré une progression de 3,7 % en 2024, confirmant la dynamique de croissance amorcée depuis 2021, après le recul conjoncturel observé en 2020.

P 2

INDICE BRUT DES PRIX À LA CONSOMMATION

Les produits agricoles pèsent sur le panier des ménages

L'indice brut des prix à la consommation de la ville d'Alger a enregistré une hausse de 0,9 % en septembre 2026 par rapport au mois précédent, selon les données de l'Office national des statistiques (ONS).

P 5

INDUSTRIE

Le développement de la filière électrique au centre des discussions

Le ministre de l'Industrie, le professeur Farid Kourtel, a présidé, hier, au siège de son département ministériel, une réunion de travail avec des représentants du cluster algérien des industries électriques (CIEL), consacrée à l'examen de la situation de la filière des industries électriques, de ses perspectives de développement et des capacités de production des entreprises nationales, ainsi qu'aux moyens de renforcer leur contribution à la satisfaction des besoins du marché local.

P 5

ENERGIE ET ENR

Une centrale électrique de 368 MW inaugurée à Hassi R'mel P 2

HYDROCARBURES

L'Algérie, leader africain de la production avec un potentiel important de croissance P 3

3 MILLIONS DE TONNES DE CIMENT ET DE CLINKER EXPORTÉES EN 2026

Holcim El-Djazaïr consolide son leadership à l'export P 4

ÉCOLE SUPÉRIEURE DES DOUANES D'ORAN

Examen des moyens de renforcer la coopération avec l'Ecole nationale des douanes tunisienne

L'Ecole supérieure des douanes d'Oran a abrité, lundi, la première réunion de la commission de jumelage avec l'Ecole nationale des douanes tunisienne, visant à renforcer la coopération et le partenariat entre les administrations douanières algérienne et tunisienne, ainsi qu'à développer les mécanismes de coordination et d'échange d'expertises dans le domaine douanier, indique un communiqué de la Direction générale des douanes.
Cette rencontre s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre des recommandations de la commission mixte algéro-tunisienne de coopération douanière, formulées à l'issue de sa réunion tenue le 17 juillet dernier.
Elle intervient également en application de la convention de jumelage conclue entre les deux établissements de formation, qui vise à instaurer un cadre opérationnel de coopération en matière de formation douanière et d'échange d'expériences et d'expertises professionnelles, précise la même source.
La réunion a été consacrée à l'examen des moyens de dynamiser les différents axes de coopération entre les deux établissements, notamment à travers l'adoption de mécanismes pratiques d'échange d'expériences et d'expertises dans les domaines des programmes de formation et de l'entraînement douanier. Cette démarche permettra aux deux parties de tirer profit de leurs expériences respectives et de promouvoir les approches pédagogiques adoptées par les deux écoles.
Cette initiative s'inscrit également dans le cadre des efforts visant à renforcer les capacités des ressources humaines et à améliorer la qualification professionnelle des cadres douaniers, en adéquation avec les exigences liées à l'évolution de l'activité douanière et à l'amélioration de la performance institutionnelle, tout en consolidant les relations de coopération entre les deux établissements de formation.

ONS

La production industrielle progresse de 3,7 % en 2024

La production industrielle du secteur public national a enregistré une progression de 3,7 % en 2024, confirmant la dynamique de croissance amorcée depuis 2021, après le recul conjoncturel observé en 2020.

Synthèse Z R.

Cette évolution recouvre toutefois des performances contrastées entre les différentes branches d'activité. Les matériaux de construction et les mines et carrières se distinguent particulièrement par leurs résultats, alors que les industries sidérurgiques, métalliques, mécaniques, électriques et électroniques (ISMMEE) ainsi que les industries agroalimentaires affichent une évolution plus modérée. C'est ce qui ressort de la publication de l'Office national des statistiques (ONS), intitulée « Activité industrielle de 2015 à 2024 », publiée en juin 2026.
Les indicateurs de l'ONS font également ressortir une amélioration de l'utilisation des capacités de production du secteur public. Le taux global s'est établi à 56,1 % en 2024, contre 54,3 % en 2023, soit un gain de 1,8 point. Cette progression concerne notamment les industries manufacturières, dont le taux d'utilisation est passé de 45,1 % à 47 %, ainsi que les industries hors hydrocarbures, qui ont atteint 50 %, contre 47,7 % une année auparavant. Ces résultats traduisent une meilleure mobilisation de l'outil de production national, même si des marges importantes restent à exploiter dans plusieurs branches industrielles.

Les matériaux de construction et les mines en tête

Dans le détail, le secteur des mines et carrières confirme son redressement avec une croissance de 9,6 % en 2024, après des progressions de 0,7 % en 2022 et de 6,4 % en 2023. Cette évolution met fin à une période de régressions récurrentes enregistrées entre 2016 et 2020. La branche de l'extraction des pierres, de l'argile et du sable affiche notamment une hausse de 14,8 %, tandis que celle des matières minérales enregistre une progression particulièrement importante de 52,1 %. En revanche, l'extraction du minerai de fer recule de 7,3 % et celle du sel de 20 %.
Les matériaux de construction enregistrent également une performance notable, avec une croissance de 9,8 % en 2024, contre 1,5 % en 2023. Cette reprise concerne plusieurs branches, notamment la fabrication des liants hydrauliques, dont la production augmente de 11,5 %, ainsi que les matériaux de construction et les produits rouges, en hausse de 10,5 %. L'industrie du verre poursuit, pour sa part, son évolution positive avec une progression de 2,6 %. Le taux d'utilisation des capacités de production du secteur atteint 90,2 %, contre 80,3 % en 2023, témoignant d'une mobilisation accrue des installations industrielles.
Dans le secteur énergétique, la production enregistre une hausse de 5,8 % en 2024, supérieure à celle de 4,9 % réalisée en 2023. En revanche, l'activité des hydrocarbures demeure pratiquement stable, après trois années de croissance successives. Cette situation s'explique notamment par le recul de 8,9 % de la liquéfaction du gaz naturel, malgré la progression de 5,5 % du raffinage du pétrole brut. La production de pétrole brut et de gaz naturel affiche, quant à elle, une croissance de 0,8 %. Le taux d'utilisation des capacités de production dans les hydrocarbures s'établit à 94,1 %, contre 97 % en 2023.

Des performances contrastées dans les industries manufacturières

S'agissant des industries sidérurgiques, métalliques, mécaniques, électriques et électroniques, la production recule légèrement de 0,5 % en 2024, après une hausse de 0,7 % l'année précédente. Cette évolution s'explique notamment par les contreperformances de certaines branches, dont la fabrication des biens d'équipement électriques, en baisse de 25,9 %, la production et la transformation des métaux non ferreux, qui reculent de 15,6 %, et la mécanique de précision pour équipements, en diminution de 20,2 %.
À l'inverse, certaines activités affichent des résultats encourageants. La sidérurgie et la transformation de la fonte et de l'acier progressent de 10,7 %, tandis que la fabrication du mobilier métallique enregistre une hausse de 39,4 %. La production des biens de consommation électriques se redresse également de 26,8 %, après plusieurs années de baisse.
Les industries chimiques connaissent, pour leur part, un ralentissement de leur rythme de croissance, avec une progression de 1,2 % en 2024, contre 6,6 % en 2023. La fabrication des résines synthétiques et des matières plastiques enregistre une deuxième année consécutive de baisse, de 1,4 %, tandis que la chimie organique de base recule de 15,8 %. En revanche, la fabrication des autres produits chimiques et des produits pharmaceutiques contribue à soutenir l'activité de cette branche.
Dans l'agroalimentaire, la production demeure relativement stable, avec une légère progression de 0,4 %. Cette évolution est principalement affectée par le recul de 6,8 % de la branche du travail des grains et de 4,9 % de la fabrication des aliments pour animaux.
L'industrie du lait se distingue toutefois par une nouvelle performance positive de 11,3 %, confirmant sa tendance haussière pour la quatrième année consécutive.
Les industries textiles affichent, en revanche, une évolution particulièrement favorable, avec une croissance de 15,8 % en 2024, après une hausse de 10,7 % en 2023. Les industries du cuir et des chaussures enregistrent également un redressement de 3,1 %. À l'opposé, les industries du bois, du liège et du papier accusent un recul de 9,7 %, après la forte progression de 40,9 % enregistrée en 2023.

ENERGIE ET ENR

Une centrale électrique de 368 MW inaugurée à Hassi R'mel

Le ministre de l'Energie et des Energies renouvelables, Mourad Adjal, a procédé, mardi, dans la commune de Hassi-R'mel (wilaya de Laghouat), à l'inauguration d'une centrale électrique d'une capacité de 368 mégawatts (MW).
Cette nouvelle installation énergétique est appelée à contribuer au renforcement des capacités nationales de production d'électricité, à la consolidation du réseau national et à la satisfaction de la demande croissante en énergie, notamment dans les régions du Sud.
La nouvelle centrale électrique, d'un cout de 31 milliards DA, dotée de technologies modernes et réalisée sur près de 15 hectares, affiche une capacité de production de 368 MW, et fonctionne principalement au gaz naturel, avec le recours au gasoil comme combustible de secours.
Le ministre a indiqué, lors de cette visite entrant dans le cadre du suivi des projets structurants du secteur, en compagnie du wali, Mohamed Benmalek, que la wilaya de Laghouat constitue "un pôle énergétique par excellence, compte tenu des potentialités et des infrastructures de production dont elle dispose".
Il a souligné, dans ce contexte, que la wilaya dispose de quatre (4) centrales électriques conventionnelles, d'une capacité cumulée de 1.200 MW, auxquels s'ajoutent 360 MW issus des énergies renouvelables.
M. Adjal a également mis en avant l'ambition du secteur de renforcer les capacités de production d'électricité et de développer les infrastructures énergétiques, afin de permettre, à l'avenir, l'exportation de l'électricité vers les pays voisins, notamment le Niger et le Mali, à l'instar de ce qui se fait actuellement avec la Tunisie et la Libye.
Par ailleurs, le ministre a mis en avant les efforts déployés à l'échelle nationale pour raccorder les exploitations agricoles et les zones industrielles aux réseaux énergétiques, précisant qu'à ce jour, 114.000 exploitations agricoles et 120 zones industrielles ont été raccordées, contribuant ainsi à l'amélioration des conditions d'investissement et à l'accompagnement de la dynamique de développement économique. Le ministre de l'Energie et des Energies renouvelables a également inspecté les travaux de réalisation du projet d'interconnexion électrique Nord-Sud du réseau de haute tension (400 kilovolts).

R E/APS

Quotidien economique
Les Enjeux Eco
Edité par la SARL
Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant
Belmihoub Abdelaziz

Directeur de publication
Radji Zahir

Siège social
Maison de la presse
01, rue Bachir Attar
Sidi M'hamed Alger
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005
001700000003889 09

Impression
Centre : SIA

Distribution
Centre:
les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Edition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
Programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ouargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

LE MINISTRE ARKAB A INSPECTÉ LE CHANTIER DE HASSI MESSAOUD

L'Algérie accélère le développement de son industrie du raffinage

Le projet de réalisation de la nouvelle raffinerie de pétrole de Hassi Messaoud fait l'objet d'un suivi renforcé afin de garantir son achèvement dans les délais contractuels. En déplacement hier dans la région de Hassi Messaoud, le ministre d'État, ministre des Hydrocarbures, Mohamed Arkab, a insisté sur la nécessité de mobiliser l'ensemble des moyens humains, techniques et logistiques pour accélérer la cadence des travaux et assurer la mise en exploitation de cette infrastructure stratégique conformément au calendrier arrêté.

Par Selma R.

D'une capacité de traitement de 5 millions de tonnes de pétrole brut par an, cette nouvelle installation constitue un maillon important du programme national de développement du raffinage et de valorisation des ressources en hydrocarbures. Accompagné notamment du PDG du groupe Sonatrach, Noureddine Daoudi, et de plusieurs cadres du secteur, Mohamed Arkab s'est rendu sur le site du projet RHM3, situé dans la zone de Haoud El Hamra. Il a inspecté les différentes unités de la future raffinerie et les espaces consacrés à l'installation des équipements, tout en s'informant de l'état d'avancement des travaux ainsi que des aspects techniques et opérationnels liés à leur réalisation.

Cette visite a aussi été l'occasion d'une réunion de coordination élargie, réunissant les responsables de Sonatrach, les deux entreprises étrangères chargées de la réalisation, l'espagnole Técnicas Reunidas et la chinoise Sinopec, ainsi que les entreprises nationales intervenant sur le chantier : la Société nationale de génie civil et bâtiment (GCB), SARPI, l'Entreprise nationale des grands travaux pétroliers (ENGTP) et Cosider Canalisation. Cette rencontre a permis d'évaluer les différentes étapes de réalisation et d'examiner les contraintes techniques, organisationnelles et logistiques susceptibles d'influer sur le déroulement du chantier. Le ministre en a profité pour appeler à intensifier les efforts et à renforcer les mécanismes de suivi et de coordination entre les différents intervenants. « Il est impératif de mobiliser tous les moyens humains, techniques et logistiques nécessaires pour achever le projet conformément au calendrier contractuel et respecter les délais fixés pour son entrée en exploitation », a-t-il souligné.

Au plan industriel comme au plan stratégique, la nouvelle raffinerie répond à des objectifs économiques et énergétiques majeurs. Elle permettra de renforcer l'offre nationale en produits raffinés, notamment en gasoil et en essence, de réduire le recours aux importations et de dégager, à terme, des excédents destinés à l'exportation.

Son implantation à proximité des champs pétroliers de Hassi Messaoud présente également un intérêt logistique, en contribuant à améliorer l'approvisionnement et la distribution des produits pétroliers vers les régions du Sud, tout en réduisant les coûts de transport.

La réalisation de cette infrastructure s'inscrit dans le vaste programme d'investissement de 60 milliards de dollars engagé par Sonatrach sur la période 2025-2029. Celui-ci vise notamment à porter le taux de transformation locale des hydrocarbures de 32 % actuellement à 50 % à l'horizon 2029, à travers le développement des capacités nationales de raffinage et de pétrochimie.

Cette stratégie englobe plusieurs projets structurants, notamment les complexes dédiés à la production de polypropylène, de MTBE, de LAB et d'éthylène, ainsi que les unités de vapocraquage de naphta à Arzew et de craquage de fuel à Skikda.

Pour rappel, le contrat de réalisation de la raffinerie de Hassi Messaoud, d'un montant de 440 milliards de dinars, soit environ 3,7 milliards de dollars, avait été signé en janvier 2020 entre Sonatrach et un consortium formé initialement par l'espagnol Técnicas Reunidas et le sud-coréen Samsung Engineering, avec un délai d'exécution initial de 52 mois. La configuration des entreprises chargées du projet ayant évolué depuis, sa réalisation est actuellement suivie avec la participation de Técnicas Reunidas et du groupe chinois Sinopec. Le chantier avait ensuite fait l'objet d'instructions présidentielles visant à relancer et à accélérer sa réalisation, notamment lors des Conseils des ministres des 10 décembre 2023 et 7 janvier 2024. Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, avait alors insisté sur l'importance de développer la production nationale de carburants et d'envisager l'exportation des excédents. « L'Algérie a tourné la page, ces quatre dernières années, de l'ère de l'importation de tout type d'essence, dont le kérosène, le secteur de l'Énergie devant maintenir cette tendance », avait-il déclaré. Le volet logistique a également fait l'objet d'une attention particulière. Lors du Conseil des ministres de juin 2026, consacré notamment au suivi des infrastructures et de la logistique de la nouvelle raffinerie, le chef de l'État a ordonné l'accélération des travaux de raccordement ferroviaire à Hassi Messaoud. Cette liaison doit contribuer à réduire les coûts de transport, à fluidifier l'acheminement des produits raffinés à travers le territoire national et à optimiser les capacités d'exportation de la future installation.

Cette politique de valorisation des ressources nationales s'étend également aux grands projets miniers, notamment l'exploitation du gisement de fer de Gara Djebilet et le complexe intégré de phosphate. L'objectif est de renforcer l'intégration industrielle, d'accroître la valeur ajoutée locale et de consolider les capacités productives de l'économie nationale.

GISEMENTS MASSIFS ET CAPACITÉS SOUS-EXPLOITÉES

La filière algérienne de l'hélium face à une opportunité stratégique

Depuis mars 2026, les perturbations des approvisionnements mondiaux en hélium, notamment ceux en provenance du Qatar, replacent l'Algérie parmi les fournisseurs capables de contribuer à la diversification des sources. Le pays dispose en effet de réserves estimées à 1,8 milliard de mètres cubes et d'une capacité de production pouvant atteindre 50 millions de mètres cubes par an, ce qui constitue des atouts importants pour renforcer sa présence sur ce marché. Sa production reste toutefois inférieure à son potentiel, avec seulement 11 millions de mètres cubes enregistrés en 2025. La situation actuelle du marché international ouvre de nouvelles perspectives pour la filière algérienne. En 2025, le Qatar a assuré près de 35 % de la production mondiale d'hélium, ce qui lui a valu la deuxième place derrière les États-Unis et le premier rang des exportateurs. Or, les perturbations de ses approvisionnements, liées à la crise du détroit d'Ormuz, ont conduit les acheteurs à chercher des sources alternatives pour sécuriser leurs besoins. Dans ce contexte, selon la plateforme spécialisée « Attaqa.net », les États-Unis, la Russie et l'Algérie figurent parmi les fournisseurs susceptibles de répondre à cette demande, aux côtés de nouveaux projets développés en Afrique et au Canada. Pour l'Algérie, l'enjeu consiste d'abord à valoriser des capacités de production déjà disponibles. Malgré un potentiel annuel évalué à 50 millions de mètres cubes, les volumes réellement produits se limitent à environ 11 millions. Cet écart s'explique principalement par le fonctionnement des installations de gaz naturel liquéfié (GNL), dont les taux d'utilisation, inférieurs à 40 %, freinent mécaniquement la récupération de l'hélium. Cette contrainte tient à la nature même de la filière nationale : l'hélium étant récupéré comme produit secondaire lors du traitement du gaz naturel, son niveau de production dépend directement des volumes de gaz traités dans les complexes de liquéfaction. Améliorer les taux d'exploitation de ces installations constitue donc un levier essentiel pour augmenter les quantités disponibles, sans dépendre exclusivement de la mise en valeur de nouveaux gisements. Sur la scène internationale, les bouleversements des flux commerciaux accélèrent les projets destinés à accroître les capacités de production. La Russie dispose ainsi d'un potentiel supplémentaire important avec son complexe de traitement gazier d'Amour, dont la capacité théorique atteint 60 millions de mètres cubes d'hélium par an. Malgré la mise en service progressive de ses unités, sa production n'a cependant atteint que 18 millions de mètres cubes en 2025, dans un contexte marqué par les restrictions occidentales sur ses exportations. Les États-Unis, eux, conservent leur position de premier producteur mondial, avec près de 81 millions de mètres cubes en 2025 et des ventes évaluées à 970 millions de dollars. En parallèle, de nouveaux projets émergent. En Afrique du Sud, le projet Virginia a achevé ses essais et lancé une production régulière d'hélium liquéfié fin octobre 2026. En Tanzanie, le projet Rukwa, porté par Helium One, dispose de ressources estimées entre 296 millions et 1,35 milliard de pieds cubes. Quant au Canada, il renforce sa présence avec le démarrage, en septembre 2026, de l'usine de Stewart Valley, dont les ventes initiales sont estimées à 73 millions de pieds cubes par an.

Synthèse S. R.

HYDROCARBURES

L'Algérie, leader africain de la production avec un potentiel important de croissance

L'Algérie domine le classement africain de la production d'hydrocarbures, présentant un important potentiel de croissance dans ce secteur, notamment grâce à ses infrastructures installées et à son activité de prospection, souligne un rapport de la Chambre africaine de l'Energie (AEC). Le rapport, intitulé "The State of African Energy 2026", relève que l'Algérie représente "un pilier gazier qui prépare l'avenir", considéré comme "un producteur de premier plan, doté de ressources considérables, d'infrastructures éprouvées et d'une stratégie claire pour se renouveler".

En matière de pétrole et de gaz, le pays figure, avec le Nigéria, parmi les deux plus gros producteurs du continent, selon le rapport. Les champs gaziers de TFT Sud et In Amenas II, qui doivent démarrer prochainement, vont consolider ces performances, selon l'AEC qui souligne que le sous-sol algérien reste l'un des plus riches d'Afrique. L'Algérie fait partie des "big five" du continent pour les ressources découvertes, avec le Nigeria, la Libye, l'Egypte et l'Angola. Elle se classe troisième pour les ressources gazières récupérables, précise le rapport ajoutant que le pays a réussi à hisser son cadre contractuel pour attirer les investisseurs. Pour le gaz, "l'Algérie reste un fournisseur essentiel de l'Europe, grâce à un gazoduc direct vers l'Espagne et à une liaison vers l'Italie via la Tunisie", rappelle la même source. "Cette orientation, associée à l'accès universel à l'électricité que l'Algérie a atteint, comme l'Egypte et la Tunisie, place le pays très en avance sur la moyenne africaine, où seule une partie de la population est connectée", note le document.

Pour la Chambre africaine de l'Energie, la transition énergétique offre elle aussi des perspectives favorables pour l'Algérie. Le rapport relève que le pays dispose de volumes de gaz torché importants, ce qui représente un gisement de valorisation: chaque mètre cube récupéré peut devenir du gaz commercial, de l'électricité ou une matière première pour l'industrie, tout en réduisant les émissions. Des initiatives sont déjà en cours, comme l'installation de panneaux photovoltaïques sur le complexe de Bir Rebaa Nord. Le projet Medlink prévoit d'exporter de l'électricité renouvelable vers l'Italie par deux lignes de 2.000 MW d'ici 2030. A l'échelle continentale, le rapport décrit une Afrique en pleine expansion énergétique. La production d'hydrocarbures devrait atteindre environ 11,4 millions de barils équivalent pétrole par jour en 2026, puis 13,6 millions en 2030. Les investissements d'exploration-production africains pourraient dépasser 40 milliards de dollars en 2026.

APS

ÉLECTRICITÉ ET GAZ/ DIRECTION DE GUÉ DE CONSTANTINE

Appel au règlement des factures impayées

La Direction de la distribution de l'électricité et du gaz de Gué de Constantine appelle ses clients à régler leurs factures de consommation dans les délais impartis, afin de préserver l'équilibre financier de l'entreprise et de garantir la continuité et la qualité du service public. Dans un communiqué, elle souligne que le recouvrement des créances constitue un levier essentiel pour financer les programmes de développement, entretenir les réseaux et améliorer les prestations fournies aux abonnés. Les clients ayant des impayés sont ainsi invités à se rapprocher des agences commerciales pour régulariser leur situation ou recourir aux différents moyens de paiement disponibles, notamment le paiement électronique.
La Direction rappelle également que le numéro vert 3303, accessible 24h/24, reste à la disposition des clients pour recevoir leurs réclamations et répondre à leurs préoccupations. Elle insiste, enfin, sur la nécessité d'un engagement citoyen dans le règlement des factures, condition essentielle à la pérennité du service public de l'énergie.

R E.

ENSIA

Vers la création d'un centre de données d'IA en partenariat avec la Chine

Le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, M. Kamel Baddari, a examiné, lundi à Alger, avec une délégation chinoise, le projet de réalisation d'un centre de données d'IA au niveau de l'Ecole nationale supérieure d'intelligence artificielle (ENSIA), indique un communiqué du ministère.
Les discussions qui se sont déroulées à l'ENSIA, au Pôle scientifique et technologique Chahid "Abdelhafid Ihaddadene", ont porté sur "les aspects techniques et d'ingénierie du projet, notamment l'infrastructure, les équipements technologiques, le calendrier d'exécution, ainsi que les exigences environnementales et réglementaires, afin de garantir les conditions idoines à la réalisation de cette infrastructure stratégique aux normes internationales", précise la même source.
Ce projet constitue une "étape qualitative vers le renforcement des capacités nationales en matière de calcul haute performance (HPC), le développement des infrastructures numériques et de recherche, et la consolidation de la place de l'Algérie en tant que pôle régional de l'IA, à travers des partenariats internationaux fondés sur le transfert de connaissances et de technologies et le renforcement des compétences nationales", conclut le communiqué.

APS

3 MILLIONS DE TONNES DE CIMENT ET DE CLINKER EXPORTÉES EN 2026

Holcim El-Djazaïr consolide son leadership à l'export

Par Z R.

Holcim El-Djazaïr confirme son positionnement de premier exportateur national de ciment et de clinker, avec une performance record de 3 millions de tonnes exportées en 2026. Ce volume représente 51 % des exportations algériennes de ces deux produits, consacrant ainsi la place de l'entreprise dans le développement des exportations hors hydrocarbures.
Selon un communiqué de l'entreprise rendu public hier, cette performance traduit une progression de son activité à l'international, mais également une évolution de sa stratégie commerciale, désormais davantage orientée vers la création de valeur ajoutée. L'objectif est de dépasser progressivement une logique fondée essentiellement sur les volumes exportés pour privilégier les produits finis, notamment le ciment, qui offrent une meilleure valorisation sur les marchés internationaux.
Dans cette perspective, le ciment représente désormais 50 % des exportations de Holcim El-Djazaïr en 2026, enregistrant une progression de 26 % par rapport à l'année précédente. Cette évolution témoigne de la volonté de l'entreprise de renforcer la transformation locale et d'accroître la part des produits finis dans ses ventes à l'étranger, permettant ainsi de générer davantage de valeur pour l'économie nationale.
Sur le plan géographique, l'entreprise poursuit son développement à l'international, avec une présence dans 30 pays répartis sur les cinq continents. Si le continent africain demeure un axe prioritaire de sa stratégie d'expansion, Holcim El-Djazaïr consolide également ses positions sur les marchés européens et américains, en adaptant son offre aux exigences spécifiques de ces destinations.
Cette orientation s'accompagne d'un intérêt croissant pour le développement de ciments verts à faible empreinte carbone, en phase avec les nouvelles exigences environnementales et les orientations des marchés internationaux.
La compétitivité à l'export ne repose ainsi plus uniquement sur les capacités de production et les prix, mais également sur la performance environnementale des produits proposés.
Pour accompagner cette montée en puissance, l'entreprise mise également sur le renforcement de ses capacités logistiques. L'adaptation de sa chaîne d'approvisionnement, la modernisation des infrastructures de chargement et le développement de ses capacités logistiques portuaires figurent parmi les leviers mobilisés pour soutenir durablement la croissance des exportations.

2E ÉDITION DE LA CONFÉRENCE INTERNATIONALE D'ALGER SUR LES ASSURANCES

L'accent mis sur l'anticipation et la prévention des risques

Les participants à la 2e édition de la Conférence internationale d'Alger sur les assurances, organisée lundi à Alger, ont mis en avant la nécessité de renforcer le rôle préventif des compagnies d'assurance et leur accompagnement des entreprises économiques dans l'identification des risques et l'atténuation de leurs effets, afin de garantir la continuité de leurs activités.
Mme Widad Belhouchet, présidente-directrice générale de CASH Assurances, filiale du groupe Sonatrach et organisatrice de la Conférence, a souligné que les mutations technologiques, industrielles et climatiques, conjuguées aux cybermenaces et aux tensions géopolitiques, ont rendu les risques auxquels sont confrontées les entreprises plus complexes, ce qui impose de faire évoluer le rôle des compagnies d'assurance au-delà de l'indemnisation des pertes, pour englober également l'anticipation et la prévention des risques.
Les compagnies d'assurance sont appelées à assumer le rôle de partenaires proactifs des entreprises, en les aidant à identifier leurs points de vulnérabilité et à mettre en place des solutions adaptées pour limiter les risques, tandis que ces dernières doivent intégrer la gestion des risques dans leurs systèmes de gouvernance et leurs stratégies de développement, a-t-elle expliqué.
Dans ce contexte, Mme Belhouchet a indiqué que CASH Assurances, s'appuie, dans l'accompagnement des entreprises, notamment celles opérant dans les secteurs de l'énergie, de l'industrie, des infrastructures et du transport, sur l'expertise de ses ressources humaines et leur connaissance des environnements industriels, ainsi que sur ses capacités financières et ses partenariats avec des réassureurs internationaux, afin de proposer des couvertures adaptées à la nature et à l'ampleur des risques.
De leur côté, des experts internationaux participant à cette Conférence, organisée sous le thème "Assureur et assuré : un partenariat fondé sur la maîtrise des risques", ont abordé le rôle de l'analyse des données dans l'amélioration de l'évaluation des risques et la précision des décisions en matière d'assurance, ainsi que dans l'orientation des investissements vers les mesures les plus efficaces pour les atténuer.
Ils ont également examiné les défis liés à l'assurance des projets de construction, notamment en matière d'identification des risques, d'évaluation de leurs répercussions financières et techniques et de répartition des responsabilités entre les différents intervenants. Les travaux de cette Conférence ont également porté sur les risques émergents et leurs répercussions sur les modèles traditionnels d'assurance, dans un contexte marqué par les mutations rapides de l'environnement des affaires.

R E.

Mercuriale

وزارة الفلاحة، التنمية الريفية والصيد البحري
MINISTERE DE L'AGRICULTURE, DU DEVELOPEMENT RURAL ET DE LA PECHE

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الإستهلاك ليوم 09 نوفمبر 2026
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 09 Novembre 2026

Produits		Prix du détail[1] DA / Kg معدل Moyenne	أعلى Maximum	أدنى Minimum	أسعار التجزئة دج / كلغ المنتجات	
Légumes frais	Pomme de terre	119	127	111	البطاطا	خضر طازجة
	Tomate	180	197	163	الطماطم	
	Oignon sec	107	115	99	البصل الجاف	
	Ail sec	876	950	801	الثوم الجاف	
	Carotte	123	133	113	الجزر	
	Navet	123	133	113	اللفت	
	Poivron	142	155	129	الفلفل الاخضر	
	Piment	151	166	136	الفلفل الحار	
	Courgette	126	138	114	الكوسة	
	Haricot vert	205	223	186	الفاصولياء الخضراء	
	Laitue	125	136	113	الخس	
Fruits frais	Orange	272	306	237	البرتقال	فواكه طازجة
	Clémentine	256	289	222	كليمونتين	
	Citron	203	225	180	الليمون	
	Pomme locale	425	521	328	التفاح المحلي	
	Datte	463	575	351	التمر	
	Grenade	177	209	145	الرمان	
Produits d'origine animale	Viande bovine locale	2222	2340	2103	لحم البقر المحلي	المنتجات ذات الأصل الحيواني
	Poulet de chair	447	458	435	الدجاج	
	Œufs (Unité)	22	23	21	البيض (وحدة)	
	Lait de vache (Litre)	96	102	89	حليب البقر (لتر)	

Dernière composition de DZAIRINDEX

Libellé de la valeur	Code	Ouverture	Clôture	Var %	Ecart Mensuel %	Ecart Annuel %	per	Rend Net %	Volume transigé	Valeur transigée DA
ALLIANCE ASSURANCES	ALL	360,00	NC	0,00	0,80	3,48	7,67	7,22	0	0,00
AYRADE	AYRD	830,00	NC	0,00	0,78	1,63	118,57	-	0	0,00
BANQUE DE DEVELOPPEMENT LOCAL	BDL	1 400,00	1400,00	0,00	0,13	0,01	7,56	7,64	5530	7 742 000,00
BIOPHARM	BIO	2 358,00	NC	0,00	0,10	-5,19	6,36	7,21	0	0,00
CREDIT POPULAIRE D'ALGERIE	CPA	1 995,00	1995,00	0,00	-0,14	-7,84	8,27	8,77	4429	8 835 855,00
EGH El Aurassi	AUR	344,00	NC	0,00	-2,01	-4,24	4,35	-	0	0,00
SAIDAL	SAI	450,00	NC	0,00	0,00	4,93	1,24	7,78	0	0,00

INDICE BRUT DES PRIX À LA CONSOMMATION

Les produits agricoles pèsent sur le panier des ménages

L'indice brut des prix à la consommation de la ville d'Alger a enregistré une hausse de 0,9 % en septembre 2026 par rapport au mois précédent, selon les données de l'Office national des statistiques (ONS).

Par Z R.

Cette progression, en ralentissement par rapport à celle relevée en août dernier (+1,2 %), s'explique principalement par l'augmentation des prix des produits alimentaires, qui ont progressé de 2 % sur un mois.
Dans le détail, les produits frais ont enregistré une hausse de 3,5 %, sous l'effet notamment de l'augmentation des prix des fruits (+21,4 %), des œufs (+15,1 %), du poulet (+8 %) et des poissons (+19,2 %). En revanche, les prix des produits alimentaires industriels ont connu une légère progression de 0,1 %. Par ailleurs, les prix des produits manufacturés non alimentaires et ceux des services ont affiché une stagnation par rapport au mois précédent. Corrigé des variations saisonnières, l'indice des prix à la consommation a progressé de 0,6 % en septembre 2026 par rapport à août de la même année.
Sur une année, la hausse des prix à la consommation dans la capitale a atteint 10,1 % en septembre 2026, comparativement au même mois de 2025. Cette évolution traduit notamment la persistance des tensions sur les prix des produits alimentaires, dont la hausse s'est établie à 13,2 % sur la même période.

Les prix des fruits en hausse

Les produits frais ont affiché une progression particulièrement importante de 24,5 %, avec une hausse de 34,5 % pour les légumes. Selon les chiffres de l'ONS, des augmentations importantes ont été enregistrées pour certains produits et des replis pour d'autres.
La petite courgette verte claire, à titre d'exemple, a enregistré la plus forte progression, avec une hausse de 43,67 %, portant son prix à 191,21 DA le kilogramme. La carotte a augmenté de 43,35 %, tandis que la tomate normale a progressé de 21,64 %, à 118,28 DA le kilogramme. L'ail sec a, pour sa part, affiché une hausse de 14,33 %, pour atteindre 916,53 DA le kilogramme. À l'inverse, certains produits ont connu des baisses.
La pomme de terre blanche a notamment enregistré un recul de 5,38 %, avec un prix moyen de 114,77 DA le kilogramme. Le haricot vert plat, dit « mange-tout », a également diminué de 5 %.
Idem pour les fruits frais, qui figurent également parmi les principaux contributeurs à la hausse des prix alimentaires. À titre d'exemple, la poire fondante et la pomme rouge ont enregistré des augmentations mensuelles respectives de 22,40 % et 22,49 %. Le raisin gros noir a progressé de 15,42 %, pour atteindre 377,10 DA le kilogramme, tandis que les figues fraîches se sont établies à 534,53 DA le kilogramme, en hausse de 3,93 %. En revanche, la pastèque et la pomme verte ont connu des baisses respectives de 10,49 % et 8,67 %, dans un contexte de recul saisonnier de certains produits.
Concernant les viandes, les prix des viandes rouges ont affiché une évolution relativement contenue sur un mois. Le kilogramme de viande de mouton s'est maintenu à 3 000 DA, tandis que le beefsteak et la viande de bœuf avec os se sont établis respectivement à 2 903,57 DA et 1 908,33 DA. Toutefois, en comparaison avec septembre 2025, ces produits affichent des hausses comprises entre 9,8 % et 20 %.
Les abats ont, en revanche, connu des augmentations plus marquées, à l'image du foie de bœuf, dont le prix a progressé de 19,15 % en un mois, pour atteindre 5 569,05 DA le kilogramme.

Hausse de l'inflation à 4,9 %

Quant aux produits avicoles, le prix du kilogramme de poulet évidé entier a atteint 541,85 DA, en hausse de 8,02 % par rapport au mois précédent et de 33,52 % sur un an.
Les œufs ont également enregistré une progression importante, leur prix unitaire s'établissant à 22,01 DA, soit une augmentation mensuelle de 15,12 % et de plus de 25 % en glissement annuel.
Concernant les produits de la mer, eux aussi ont connu des fluctuations importantes. La sardine fraîche a enregistré une hausse mensuelle de 39,44 %, portant son prix à 910,95 DA le kilogramme. Le rouget a également progressé de 28,83 %, pour atteindre 2 675,15 DA le kilogramme.
Les produits alimentaires industriels ont, quant à eux, enregistré une augmentation plus modérée de 0,6 %, tandis que les autres produits alimentaires ont progressé de 5,6 %.
S'agissant des produits manufacturés non alimentaires, leurs prix ont augmenté de 9,8 % en glissement annuel, alors que ceux des services ont enregistré une hausse de 1,5 %.
En termes d'évolution annuelle moyenne, le rythme d'inflation, calculé sur la période allant d'octobre 2025 à septembre 2026 par rapport à celle d'octobre 2024 à septembre 2025, s'est établi à 4,9 %. Sur les derniers mois publiés, le taux d'inflation est passé de 2,5 % en juin 2026, avant d'augmenter à 3,1 % en juillet et à 3,9 % en août dernier. Cette accélération de l'inflation s'explique notamment par la hausse des prix de plusieurs produits alimentaires, notamment ceux d'origine agricole.

Le rythme de l'inflation en net ralentissement en 2025

Après plusieurs années de fortes tensions inflationnistes, les prix à la consommation ont enregistré une progression nettement moins importante en 2025. C'est ce qui ressort d'une autre publication de l'Office national des statistiques (ONS), consacrée à l'évolution de l'indice des prix à la consommation entre 2016 et 2025.
Cette tendance traduit un recul du rythme de hausse des prix, après les fortes augmentations enregistrées notamment entre 2021 et 2023. L'évolution des prix à la consommation en Algérie a connu plusieurs phases au cours de la dernière décennie. Après une période de relative modération entre 2016 et 2020, marquée par des variations annuelles généralement comprises entre 2 % et 6 %, l'inflation a connu une accélération notable à partir de 2021.
Cette tendance s'est poursuivie durant les deux années suivantes, avec des pressions particulièrement importantes sur les prix des produits alimentaires. À l'échelle nationale, les données mensuelles de l'ONS font ressortir une hausse de l'indice général de 1,8 % en 2025, contre 4,8 % en 2024.

INDUSTRIE

Le développement de la filière électrique au centre des discussions

Le ministre de l'Industrie, le professeur Farid Kourtel, a présidé, hier, au siège de son département ministériel, une réunion de travail avec des représentants du cluster algérien des industries électriques (CIEL), consacrée à l'examen de la situation de la filière des industries électriques, de ses perspectives de développement et des capacités de production des entreprises nationales, ainsi qu'aux moyens de renforcer leur contribution à la satisfaction des besoins du marché local.
La rencontre a notamment porté, indique le ministère dans un communiqué, sur le renforcement de la complémentarité entre les entreprises industrielles publiques et privées, le développement de la fabrication des équipements et matériels électriques et l'augmentation des taux d'intégration locale.
Les discussions ont également porté sur les mécanismes d'accompagnement des fabricants nationaux et leur association à la réalisation des grands projets structurants, notamment dans les domaines de l'énergie et des infrastructures, ainsi que dans l'industrie automobile.
Cette démarche vise, explique le ministère, à renforcer la contribution des industriels nationaux au développement du réseau de sous-traitance industrielle et à assurer la disponibilité des intrants et des composants fabriqués localement, contribuant ainsi à réduire la facture des importations et à consolider la souveraineté industrielle.
Par ailleurs, les participants ont examiné les moyens d'améliorer la compétitivité des produits électriques nationaux, de garantir leur conformité aux normes et spécifications en vigueur, ainsi que d'élargir les capacités des entreprises afin de répondre à la demande nationale et de conquérir de nouveaux marchés extérieurs.

R E.

INVESTISSEMENT IMMOBILIER

Alger accueille le sommet africain de l'innovation ARIIS 2026

Alger accueille depuis hier les travaux de la 3e édition du Sommet africain de l'innovation et de l'investissement immobilier (ARIIS 2026). Organisé par la SARL FNAR GROUP, cet événement économique rassemble des acteurs clés des secteurs de l'immobilier, du bâtiment, de l'investissement et de l'innovation, aux côtés de représentants d'institutions publiques et de missions diplomatiques.
L'événement s'inscrit dans le cadre du renforcement du dialogue économique continental, du soutien aux initiatives d'investissement et de l'ouverture de nouvelles perspectives de coopération entre les opérateurs économiques algériens et leurs partenaires africains.
Cette troisième édition met à l'honneur la République du Sénégal en tant que pays invité d'honneur. Ce choix traduit la volonté d'intensifier les partenariats économiques africains et de développer les opportunités de coopération bilatérale et multilatérale, notamment dans les domaines du développement immobilier, de la construction, des infrastructures et de l'investissement. Cette participation constitue un espace privilégié de partage d'expertises et d'exploration de projets d'investissement conjoints entre les acteurs algériens et sénégalais.

Une plateforme d'échange institutionnelle et diplomatique

Le sommet rassemble un large panel de participants, comprenant des membres du gouvernement, des responsables d'organismes publics, des diplomates africains accrédités en Algérie, ainsi que des investisseurs, des promoteurs immobiliers et des experts. L'objectif est de créer un espace de concertation directe entre les porteurs de projets, les bailleurs de fonds et les acteurs institutionnels afin d'encourager la constitution de réseaux de coopération à l'échelle continentale. Les travaux et les débats de cette édition s'articuleront autour de plusieurs axes stratégiques, notamment les opportunités d'investissement immobilier et de développement urbain en Algérie et en Afrique, les perspectives de coopération et de partenariats entre les entreprises africaines, ainsi que l'innovation, la transformation numérique et l'intégration des nouvelles technologies dans le secteur du bâtiment et des travaux publics (BTP). Les discussions porteront également sur le développement de la construction durable et des villes intelligentes, les mécanismes de financement et d'attraction des investissements, ainsi que sur la valorisation du rôle des start-up et des entreprises innovantes dans le développement de cette filière.

R E.

TIZI-OUZOU

Lancement de la campagne labours-semailles à partir d'Aïn Zaouïa

La campagne de labours-semailles pour la saison agricole 2026/2027 a été lancée, lundi à partir de la commune d'Ain Zaouïa, un des grands bassins céréaliers de la wilaya de Tizi-Ouzou. Le coup d'envoi de la campagne a été donné à partir de l'exploitation céréalière de l'agriculteur Allili Ali, sise au village Bouhemou, par le wali de Tizi-Ouzou, Aboubakr Essedik Boucetta. Cette exploitation prévoit l'emblavement, cette année, une superficie de 43 hectares en blé dur, selon les données fournies sur place. Le choix d'Aïn Zaouïa comme site de lancement est dicté par le fait que la localité fait partie du bassin céréalier de Draâ El Mizan qui compte à lui seul plus de 2.000 hectares à emblaver, a indiquée le directeur des services agricoles (DSA) par intérim, Nadir Boussa. Selon le même responsable, plus de 7.000 hectares seront emblavés durant cette campagne céréalière. Sur cette superficie globale la DSA prévoit 6.000 hectares pour le blé dur, 700 hectares pour le blé tendre, 250 hectares pour l'orge, 50 hectares pour l'avoine, auxquels s'ajoutent des surfaces réservées au triticale et à la multiplication de semences sur près de 1.200 hectares. La coopérative des céréales et des légumes secs (CCLS) de Draa ben Khedda, dispose d'un stock de 34.102 quintaux de semences (tous types de céréales confondues), dont 26.747 quintaux de blé dur et 6.855 quintaux de blé tendre. La CCLS a déjà livré 974 quintaux de semences de blé dur, 110 quintaux de blé tendre et 1.465 quintaux d'engrais de fond. Elle invite les céréaliculteurs à se rapprocher de son siège à Draâ Ben Khedda pour s'approvisionner. M. Boussa a assuré que tous les moyens ont été mobilisés pour assurer la réussite de la campagne labours-semailles. Il s'agit, entre autres engins, de 736 tracteurs, 412 cultivateurs à dents, 274 herses à disques, 52 semoirs et 38 épandeurs.

APS

AFLOU

Plusieurs projets de développement en cours de réalisation à Oued Morra et Oued M'zi

Une série de projets relevant de différents secteurs sont en cours de réalisation à travers les communes d'Oued Morra et d'Oued M'Zi (wilaya d'Aflou), dans le cadre des efforts visant à améliorer les conditions de vie des citoyens, a-t-on appris mardi des services de la wilaya.

Parmi ces projets, ayant fait l'objet d'une récente visite de terrain des autorités locales, figure une opération d'aménagement de l'entrée Est de la commune d'Oued Morra, dont le taux d'avancement des travaux est estimé à 55 %.

Une autre opération concerne la réalisation de réseaux d'assainissement et d'alimentation en eau potable, ainsi que des travaux d'aménagement extérieur et d'installation de l'éclairage public au niveau du quartier des 30 logements publics locatifs (LPL) dans la localité de Remilia (commune d'Oued M'Zi), où le taux d'avancement a atteint 65%.

Le siège de l'agence commerciale de la Société nationale de l'électricité et du gaz (Sonelgaz) à Oued M'zi a, pour sa part, bénéficié d'une opération de réhabilitation et devrait être prochainement mis en service.

S'agissant du secteur des ressources en eau, les travaux de réalisation du barrage de Seklafa à Oued M'zi, sont achevés, tandis que les procédures administratives relatives au transfert des eaux destinées à l'irrigation de 1.400 hectares (ha) de terres agricoles dans les communes d'Oued M'zi et Tadjemout sont en cours.

A cette occasion, le wali d'Aflou, Riadh Benahmed a mis l'accent sur la nécessité de rattraper le retard enregistré et d'accélérer le rythme des travaux du projet d'aménagement et de raccordement aux réseaux divers dans la localité de Remilia.

Le responsable a, dans une déclaration à l'APS, indiqué que cette visite a pour objectif de s'enquérir de l'état d'avancement des projets de développement et prendre connaissance des préoccupations des citoyens, ajoutant qu'un programme de sorties similaires, couvrant l'ensemble des communes de la wilaya, a d'ors et déjà été établi.

EL-MENIAA

Mise en service et lancement de plusieurs projets de développement à Hassi El-Gara et Hassi-Lefhal

Plusieurs projets, tous secteurs confondus, ont été mis en service ou lancés dans les communes de Hassi El-Gara et Hassi Lefhal (wilaya d'El-Meniaa), dans le cadre des efforts visant à impulser le développement local, a-t-on appris lundi des services de la wilaya.

Parmi ces projets ayant fait l'objet d'une visite des autorités locales figurent la mise en service d'une salle de soins au niveau du pôle urbain et d'un siège de l'Office de promotion et de gestion immobilière (OPGI), la réception d'une nouvelle école primaire baptisée du nom du "Chahid Benmati Slimane", ainsi que le lancement des travaux de réalisation de trois stades de proximité dans la commune de Hassi El-Gara.

Cette collectivité locale a également bénéficié d'autres opérations de développement portant notamment sur l'extension du réseau d'assainissement, la réhabilitation du réseau routier, la réalisation d'un aire de jeux au sein d'une école primaire située au "quartier des Oliviers" et l'extension du parc communal.

Dans la commune de Hassi Lefhal, la dynamique de développement local s'est traduite par la mise en service d'une polyclinique, à l'issue de travaux de réhabilitation, d'un club de jeunes dédiés aux activités juvéniles et sportives et l'inauguration d'un siège de la Conservation foncière locale.

A cette occasion, le wali, Mokhtar Benmalek, a souligné la nécessité de veiller à la préservation de ces infrastructures publiques et d'assurer leur bonne exploitation afin de garantir leur pérennité et la continuité des services offerts aux citoyens. Il a également exhorté les entreprises réalisatrices à respecter les normes de qualité requises et les délais contractuels prévus dans les cahiers des charges.

Ces projets s'inscrivent dans le cadre de la cadre de la mise en œuvre des programmes de développement local visant à prendre en charge les préoccupations des citoyens, dans les secteurs ayant un impact direct sur la vie quotidienne, notamment la santé, l'hydraulique, l'urbanisme et la jeunesse et des sports.

R E.

TINDOUF

Renforcement du réseau de transport urbain pour accompagner l'expansion urbaine

Le renforcement récent du parc de transport urbain de la wilaya de Tindouf par dix nouveaux autobus devra contribuer à améliorer les conditions de déplacement des citoyens et à renforcer la couverture des différents quartiers de la ville, notamment les nouvelles zones d'habitation ayant connu une expansion urbaine au cours des dernières années. A ce propos, le chef de mission chargé du transport routier à la Direction locale des transports, Lazhar Bougnafed a indiqué que la mise en service de ces nouveaux autobus permettra d'améliorer la qualité des prestations de transport urbain et de faciliter les déplacements des citoyens entre les différents quartiers de la commune de Tindouf. Cette opération permettra également de renforcer la capacité de l'établissement public de transport urbain et suburbain à répondre aux besoins quotidiens des usagers. Le même responsable a ajouté que ce renforcement contribuera à élargir la couverture du réseau et à améliorer la répartition des services de transport à travers les quartiers de la ville de Tindouf, y compris les nouvelles zones d'habitation, dont le développement nécessite la mise en place de moyens de transport assurant leur liaison avec les différentes infrastructures et services. Selon le même responsable, cette opération permettra également d'améliorer la prise en charge des voyageurs et de rehausser le niveau du service public, grâce au renforcement des moyens de transport disponibles et à la mise à la disposition des citoyens de meilleures conditions de déplacement aux citoyens. Ces efforts s'inscrivent dans le cadre des démarches entreprises par les pouvoirs publics visant à adapter les services de transport urbain aux mutations urbaines et démographiques que connaît la ville de Tindouf, afin de faciliter les déplacements quotidiens de la population et d'améliorer son cadre de vie.

APS

TIARET

Concrétisation de trois projets de développement dans la commune de Guertoufa

Trois projets de développement relevant des secteurs des Travaux publics et de l'Education, ont été réalisés dans la commune de Guertoufa, dans la wilaya de Tiaret, a-t-on appris, lundi, auprès du chef de daïra de Rahouia, Mustapha Touahria. M. Touahria a précisé que ces opérations s'inscrivent dans le cadre de cinq projets dont a bénéficié la commune au titre de l'année 2026, grâce au financement de deux programmes, à savoir le Programme de soutien au développement économique et social et celui du Fonds de garantie et de solidarité des collectivités locales (FGSCL). Il a également indiqué que "les travaux des deux projets restants sont à un stade avancé et touchent à leur fin". Dans ce cadre, et au titre du Programme de soutien au développement économique et social, la route reliant le douar Chachi-Abdelkader à la route nationale 23 a été réhabilitée sur une distance de 700 mètres, pour une enveloppe financière de 14,6 millions de dinars. Ce projet a permis de désenclaver 30 familles résidant dans cette zone, tout en améliorant les conditions de déplacement des élèves et en facilitant la circulation du transport scolaire. Par ailleurs, grâce au financement du Fonds de garantie et de solidarité des collectivités locales, deux salles de classe supplémentaires ont été construites et équipées à l'école Tibi-Abdelkader, mettant ainsi fin au système de double vacation. Un nouveau mur de clôture a également été construit à l'école Korichi-Mohamed. L'enveloppe budgétaire allouée à ces deux opérations s'élève à 12,6 millions de dinars, indique-t-on.

Dans le même contexte, le projet d'aménagement urbain de l'agglomération secondaire de Tamda, qui compte plus de 6.000 habitants, devra être réceptionné prochainement. Les travaux portent notamment sur la réalisation et le revêtement des trottoirs, le bitumage des routes, ainsi que la généralisation de l'éclairage public, pour une enveloppe financière de 81,8 millions de dinars. Selon le même responsable, cette zone d'habitation connaît une dynamique urbaine soutenue, notamment en raison de sa situation à proximité de l'axe de la RN23, caractérisé par une circulation particulièrement dense. Enfin, l'étude technique relative à l'élaboration d'un plan de gestion des déchets ménagers et assimilés pour ce groupement de population devra également être réceptionnée prochainement. Une enveloppe financière d'un million de dinars a été consacrée à cette opération, a fait savoir M. Touahria.

APS

LE MONDE SOUFFRE

Entre déni de réalité, violence et possibilité d'une autre issue

Le monde souffre. Il souffre de son fait qui le dépasse. Il accroit sa souffrance en ignorant ce qui le dépasse. Il souffre du changement, de son déni de réalité, de cette difficulté croissante à reconnaître les limites de ses capacités, les contradictions de ses aspirations et les conséquences de ses propres transformations.

3e partie et fin

Par DERGUINI Arezki (*)



Dans tous les cas, elle repose sur une représentation simplificatrice : si le monde ne fonctionne plus, c'est qu'il faut le détruire pour recommencer.
La guerre possède cette apparence trompeuse de rupture radicale. Elle semble offrir une solution aux situations bloquées, redistribuer les cartes et ouvrir un nouvel espace de possibilités.
Mais l'histoire montre que les destructions ne remettent jamais véritablement le compteur à zéro. Elles laissent des héritages, des traumatismes, des dettes, des rancœurs, des déplacements de population et de nouvelles dépendances. Elles détruisent des capacités qui ont demandé des générations à construire.
Surtout, elles ne suppriment pas les contradictions qui traversent les sociétés. Elles les déplacent, les aggravent ou les transforment.
Le problème n'est donc pas seulement de savoir qui sortira vainqueur des prochains affrontements. Il est de savoir quel monde pourra être construit après eux, et avec quelles capacités humaines, économiques et institutionnelles.
La recherche de la puissance peut elle-même devenir une impasse lorsqu'elle cesse d'être un moyen au service de la vie collective pour devenir une fin qui absorbe toutes les autres finalités.
Une société peut ainsi sacrifier son développement, sa cohésion et sa démocratie à la compétition pour la puissance, au nom même de la défense de son existence.
Mais que vaut une puissance qui ne permet plus à ceux au nom desquels elle est exercée de vivre mieux ?
La jeunesse du monde : un autre ordre du monde est-il possible ?
C'est ici que se pose la question de la jeunesse.
La jeunesse du monde hérite d'un ordre qu'elle n'a pas construit, mais dont elle subit les contradictions. Elle hérite de richesses accumulées, de connaissances considérables et de possibilités techniques inédites. Elle hérite aussi de dettes, de déséquilibres écologiques, de conflits, d'inégalités et d'institutions parfois incapables de répondre à ses aspirations.
Elle est placée devant une alternative : chercher à accéder individuellement aux positions que l'ordre existant rend désirables, ou contribuer à transformer cet ordre pour élargir les possibilités d'existence de tous.
La première voie peut prendre la forme de la compétition généralisée. Chacun cherche à préserver ou à améliorer sa position, à obtenir sa part des ressources et à échapper aux contraintes qui pèsent sur les autres. Cette compétition est compréhensible, mais elle ne peut constituer à elle seule un principe d'organisation du monde.
Car les aspirations individuelles ne peuvent être satisfaites durablement sans une transformation des conditions collectives qui les rendent possibles.
La seconde voie suppose de comprendre que coopération et compétition ne sont pas deux choix absolument opposés. Elles constituent ensemble les conditions de la différenciation et de l'adaptation des sociétés. La compétition stimule les initiatives et les capacités, mais la coopération permet de construire les conditions dans lesquelles ces capacités peuvent être mobilisées, partagées et développées.
Il ne s'agit donc pas de renoncer à toutes aspirations, ou de demander aux individus d'accepter passivement les limites de leur condition. Il s'agit de remettre les aspirations dans leurs conditions de réalisations qui soient celles aussi du développement des capacités collectives.
Cela exige une autre conception du développement. Le développement ne peut être réduit à l'accumulation matérielle, à la croissance des revenus ou à la reproduction des modes de consommation des sociétés les plus riches. Il doit être compris comme une accumulation culturelle : l'accumulation et la transformation des savoirs, des compétences, des capacités productives, des institutions et des formes de coopération qui permettent à une société de mieux maîtriser ses conditions d'existence.
La question n'est donc pas de savoir comment tout le monde pourrait vivre exactement comme les sociétés riches ont vécu. Elle est de savoir comment les sociétés peuvent construire des formes de prospérité qui élargissent les possibilités humaines sans reproduire les contradictions qui ont rendu les modèles existants insoutenables.
La jeunesse pourrait être porteuse de cette transformation, mais rien ne le garantit. Elle peut aussi être absorbée par les mêmes mécanismes de compétition, de ressentiment et de recherche de puissance qui structurent déjà le monde adulte.
Elle n'est pas spontanément porteuse de paix, de justice ou de progrès. Elle est traversée par les mêmes contradictions que les sociétés dont elle est issue. Mais elle possède une possibilité particulière : celle de ne pas considérer l'ordre existant comme un horizon indépassable.
Sa capacité à transformer le monde dépendra moins de sa volonté de rupture que de son aptitude à construire de nouvelles interdépendances, de nouvelles institutions et de nouvelles formes de coopération.

Conclusion — transformer le monde plutôt que le détruire

Le monde souffre. Il souffre de son fait ; il peut donc aussi agir sur son fait. La question n'est pas de savoir si la violence va tout détruire, mais si assez de lucidité collective saura l'empêcher. Il souffre aussi parce que les capacités qu'il a accumulées, les aspirations qu'il a développées et les institutions qu'il a construites ne parviennent plus à s'articuler de manière satisfaisante.
Le monde veut plus qu'il ne peut obtenir. Mais ce constat ne doit pas conduire à condamner les aspirations humaines. Il doit conduire à les interroger elles et les conditions dans lesquelles elles peuvent devenir réalités.
La souffrance n'est pas une fatalité. Elle est aussi le signe d'un désajustement entre les fins et les moyens, entre les attentes et les capacités, entre les interdépendances qui se développent et les institutions qui devraient les organiser.
La violence peut-elle résoudre ce désajustement ? Elle peut imposer des rapports de force, détruire des organisations et modifier des frontières. Mais elle ne peut, à elle seule, produire les capacités et les institutions dont les sociétés ont besoin pour vivre ensemble.
Remettre le compteur à zéro est une illusion. L'histoire ne recommence jamais à partir de rien. Chaque destruction emporte avec elle une partie des possibilités que les générations futures auraient pu mobiliser.
L'autre chemin est plus difficile. Il consiste à reconnaître les conditions dans lesquelles les aspirations se transforment en réalités et les conditions dans lesquelles les aspirations émergent des réalités. Il suppose une circularité des aspirations et des réalités qui a été rompue avec le mythe de l'anthropocentrisme.
Ce chemin vise à transformer les rapports de compétition sans supprimer la différenciation, à construire de la coopération sans nier les conflits et à organiser les interdépendances plutôt qu'à chercher vainement à s'en affranchir.
Il suppose de remettre les sociétés et l'humanité dans le cours des choses, que les sociétés retrouvent la capacité de se lire elles-mêmes, de comprendre le monde dans lequel elles vivent et le cours des choses dans lequel elles sont prises. Car on ne peut transformer ce que l'on refuse de voir ni construire ce que l'on ne sait pas encore faire.
La véritable alternative n'est donc pas entre un monde ancien à restaurer et un monde nouveau à conquérir par la destruction. Elle est entre deux manières de traiter les contradictions de l'existence collective : les laisser se résoudre par la violence et la destruction, ou se donner les moyens de les transformer par l'intelligence, la coopération et l'action collective.
La jeunesse du monde saura-t-elle reconnaître cette alternative ? Saura-t-elle comprendre que son avenir ne réside pas seulement dans l'accès aux richesses existantes, mais dans la capacité de produire ensemble de nouvelles conditions d'existence ?
Il ne s'agit pas de croire que la jeunesse sauvera le monde. Il s'agit de savoir si elle pourra l'empêcher de se détruire, si elle sera en mesure d'accueillir une nouvelle unité de l'humanité dans un nouveau rapport au monde. Celui dont elle hérite est celui marqué par une hégémonie de l'économie, de l'exploitation des êtres humains et autres qu'humains.
L'humanité souffre de son fait ; elle peut donc aussi agir sur son fait. À condition qu'elle se démette cependant de son anthropocentrisme, qu'elle cesse de croire qu'il lui suffit de vouloir pour pouvoir et de se considérer comme maîtresse de son destin. La question est donc de savoir si, dans son aveuglement et acharnement, par la violence elle va se détruire, ou si avec assez de lucidité collective elle saura se remettre dans un cours des choses plus harmonieux. Le monde n'a pas besoin de remettre ses comptes à zéro, de faire table rase. L'humanité a besoin de retrouver la capacité de se transformer dans un monde qui change sans se détruire plus que ne l'exige la destruction créatrice du cours des choses.

(*) Enseignant chercheur en retraite, Faculté des Sciences économiques, Université Ferhat Abbas Sétif, ancien député du Front des Forces Socialistes (2012-2017), Béjaia.

TUNISIE – TÉLÉCOMPENSATION

Près d'un chèque sur dix rejeté, les chèques reculent de 7,6 % à fin septembre 2026

Les opérations de télécompensation en Tunisie ont atteint 168,5 milliards de dinars, pour un total de 45,5 millions d'opérations, selon les données de la Banque centrale de Tunisie (BCT) arrêtées au 30 septembre 2026. Les chiffres font apparaître une progression des virements et des prélèvements bancaires, tandis que les opérations par chèques enregistrent une baisse, aussi bien en nombre qu'en montant.

Les virements confirment leur première place parmi les instruments de paiement traités par télécompensation en Tunisie. Au 30 septembre 2026, leur nombre atteint 29,5 millions d'opérations, représentant 64,9 % du volume total des transactions.

En valeur, les virements totalisent 62,754 milliards de dinars, soit 37,2 % des montants échangés dans le système de télécompensation.

Cette catégorie affiche une progression de 5 % en nombre et de 8,2 % en montant, selon les variations publiées par la BCT.

Les prélèvements bancaires enregistrent également une évolution positive, avec 6,8 millions d'opérations, correspondant à 25,421 milliards de dinars. Leur nombre progresse de 13,8 %, tandis que leur montant augmente de 10,3 %.

À l'inverse, les opérations par chèques enregistrent une évolution négative. Selon les chiffres de la BCT, 5,5 millions de chèques ont été traités, pour un montant global de 37,280 milliards de dinars. Ces opérations accusent une baisse de 7,6 % en nombre et de 7,3 % en montant.

Les chèques représentent désormais 12,1 % du nombre total des opérations de télécompensation et 22,1 % des montants échangés.

Cette diminution intervient dans un contexte de transformation des moyens de paiement en Tunisie.

Toutefois, ces statistiques ne permettent pas, à elles seules, de déterminer les causes exactes du recul des chèques ni de mesurer l'effet propre de la réforme de leur cadre juridique.

Les lettres de change conservent un poids important dans les transactions traitées par télécompensation. Leur nombre atteint 3,6 millions d'opérations, pour une valeur totale de 43,095 milliards de dinars. Elles représentent ainsi 8 % du nombre d'opérations, mais 25,6 % des montants échangés. Leur évolution reste positive, avec une hausse de 8,7 % en nombre et de 8,3 % en montant.

Agence

ÉGYPTE

Le taux d'inflation annuel recule à 12 % en octobre 2026

Le taux d'inflation annuel a baissé de 0,8 % entre septembre et octobre 2026, passant de 12,8 % à 12 %. Néanmoins, ce ralentissement est accompagné de hausses importantes dans plusieurs secteurs. Le logement, l'eau, l'électricité, le gaz et les combustibles ont ainsi progressé de 24,1 %, sous l'effet notamment de l'augmentation des loyers effectifs (27,7 %), ainsi que des prix de l'électricité, du gaz et des autres combustibles (22,8 %).

Le taux d'inflation annuel en Egypte a ralenti à 12 % en octobre 2026, contre 12,8 % en septembre, selon les données publiées le 5 novembre par l'Agence centrale pour la mobilisation publique et les statistiques (CAPMAS).

Cette décélération intervient toutefois dans un contexte de hausse mensuelle des prix. L'indice général des prix à la consommation a atteint 296,1 points en octobre, enregistrant une progression de 0,6 % par rapport au mois précédent.

Sur un an, plusieurs secteurs ont enregistré des hausses importantes. Le logement, l'eau, l'électricité, le gaz et les combustibles ont progressé de 24,1 %, sous l'effet notamment de l'augmentation des loyers effectifs (27,7 %), ainsi que des prix de l'électricité, du gaz et des autres combustibles (22,8 %).

Le secteur des transports a, pour sa part, enregistré une hausse de 22,3 %, portée par l'augmentation des prix d'achat des véhicules (11,2 %), des dépenses liées aux transports privés (21,9 %) et des services de transport (24,4 %). Les prix dans le secteur de l'éducation ont augmenté de 20 %. La hausse a atteint 364,5 % dans l'enseignement postsecondaire et technique.

Dans le secteur de la santé, la hausse a atteint 5,4 %, avec une augmentation de 14,9 % des services de consultation externe et de 18,7 % des services hospitaliers.

Les prix des fruits et des légumes ont, quant à eux, progressé respectivement de 16,4 % et 12,9 % sur un an. En revanche, ceux du lait, du fromage et des œufs ont reculé de 0,8 %.

Une hausse mensuelle tirée par les produits alimentaires

La progression mensuelle des prix en octobre s'explique principalement par l'augmentation de plusieurs catégories de produits et de services.

Les prix de la viande et de la volaille ont ainsi augmenté de 3,2 % par rapport à septembre, tandis que ceux du lait, du fromage et des œufs ont progressé de 2,5 %. Les prix du linge de maison ont également augmenté de 1,5 %, ceux des outils et équipements pour la maison et le jardin de 1,4 %, des tissus de 1,3 % et des céréales et du pain de 1,1 %.

A l'inverse, les prix des fruits ont baissé de 2,9 % sur un mois, ceux des légumes de 2,6 % et ceux des effets personnels de 0,6 %, limitant ainsi la hausse globale de l'indice.

Dans l'ensemble, le groupe de l'alimentation et des boissons a enregistré une hausse mensuelle de 0,8 %, malgré le recul des prix des fruits et des légumes. Cette progression s'explique notamment par l'augmentation des prix de la viande et de la volaille, ainsi que du lait, du fromage et des œufs.

R I/Agence

MAURITANIE

Les travaux du port en eaux profondes de Nouadhibou débuteront en janvier

Le Premier ministre mauritanien, Mokhtar Ould Diay, a annoncé le démarrage, en janvier prochain, des travaux de construction du port en eaux profondes de Nouadhibou, présenté comme l'un des grands projets structurants du gouvernement. S'exprimant samedi devant l'Assemblée nationale, lors de la présentation du programme de politique générale du gouvernement, il a indiqué que ce projet s'inscrit dans le cadre d'un ensemble d'investissements majeurs, comprenant notamment le projet d'assainissement de Nouakchott et le canal agricole « Sikam ». Abordant les infrastructures, le Premier ministre a annoncé l'achèvement des travaux des ponts de la Solidarité, de l'Amitié et de Hay Saken, à Nouakchott, précisant que les préparatifs se poursuivent pour le lancement de cinq autres ouvrages. Il a par ailleurs fait état de la mobilisation des financements nécessaires à la construction de la ligne électrique à haute tension Nouakchott-Néma, qu'il a présentée comme le plus important projet de transport d'électricité réalisé en Mauritanie depuis l'indépendance.

Agence

SOMMET DE LA MOBILITÉ INTELLIGENTE

Le Qatar à l'avant-garde de l'utilisation des technologies modernes au service des secteurs du transport et de l'aviation

Les sessions du « Sommet de la mobilité intelligente », organisées dans le cadre de la deuxième journée du Congrès « MWC26 Doha », ont mis en lumière le rôle de l'intelligence artificielle dans l'avenir du transport durable, ainsi que le rôle croissant de la région du Moyen-Orient dans ce domaine.

Les sessions du sommet ont abordé plusieurs thèmes majeurs, notamment « L'intelligence artificielle physique et la 5G : les nouvelles frontières de la mobilité » et « La connexion de l'espace aérien numérique : concrétiser les potentialités de la 5G », ainsi que les perspectives d'accélération des investissements des pays du Golfe dans les véhicules autonomes, la mobilité aérienne avancée et les systèmes de transport reposant sur l'intelligence artificielle.

Le sommet a réuni un groupe d'experts et de représentants de grandes entreprises ainsi que d'organismes sectoriels et internationaux. Ses travaux ont débuté par des allocutions et des présentations d'experts de l'Association mondiale des opérateurs de téléphonie mobile (GSMA), du cabinet Strategy& Middle East et de la société Ookla.

Dans une allocution principale prononcée à cette occasion, M. Hassan Ismail Al-Emadi, directeur des services aux entreprises chez Ooredoo Qatar, a présenté les principales réalisations de la société dans le secteur des télécommunications. Il a notamment rappelé le lancement, en 2018, du premier réseau commercial 5G au monde, suivi du premier cœur de réseau 5G autonome dans le pays, avant le lancement, le 15 octobre dernier, du réseau « 5G Plus », qui intègre le cœur de réseau autonome à des capacités avancées afin de répondre aux besoins croissants des secteurs de l'aviation et de la sécurité publique.

Il a expliqué que les réseaux 5G constituaient un moteur essentiel de l'innovation dans l'avenir numérique de l'espace aérien, soulignant le rôle pionnier de l'État du Qatar dans l'exploitation des technologies modernes au service des secteurs de l'aviation et de la sécurité publique.

Le sommet a également été marqué par des présentations d'experts d'Ericsson et d'Eonitex. Des spécialistes de Strategy&, de Huawei Moyen-Orient et Asie, de Vodafone Qatar, d'Ooredoo Qatar et de GSMA Fusion ont, pour leur part, pris part aux séances de discussion et aux tables rondes.

Les participants ont présenté les possibilités d'intégration d'infrastructures à haute performance afin de favoriser l'innovation urbaine durable et de développer les systèmes de mobilité intelligente. Ils ont également examiné les moyens d'attirer des partenariats stratégiques internationaux et de soutenir l'innovation dans le secteur des transports du futur.

La deuxième édition du Congrès « MWC26 Doha », organisé par l'Association mondiale des opérateurs de téléphonie mobile (GSMA), en partenariat avec le ministère des Communications et des Technologies de l'information, a ouvert ses travaux hier dimanche au Centre des expositions et des congrès de Doha, sous le thème « L'ère de l'intelligence ».

Agence

MINERAIS CRITIQUES

Quelle place pour l'Afrique dans les plans des Émirats arabes unis

Avec près de 30 % des réserves mondiales de minerais critiques, l'Afrique suscite l'intérêt de plusieurs puissances étrangères. Aux côtés des États-Unis et de la Chine, souvent cités dans les débats, les Émirats arabes unis cherchent eux aussi à renforcer leur présence sur le continent.

Au Gabon, New Energy Metals (NEM), une société minière soutenue par des investisseurs émiratis, prévoit d'investir environ 2 milliards USD dans le développement du projet de niobium et de terres rares de Mabounié. Rapportée samedi 7 novembre, cette annonce illustre la place croissante de l'Afrique dans les initiatives d'Abou Dhabi autour des minerais critiques.

Importante économie du Golfe, les Émirats arabes unis ont engagé depuis quelques années un processus de diversification visant à réduire leur dépendance aux hydrocarbures. Cette orientation, inscrite dans l'« Abu Dhabi Economic Vision 2030 », accorde notamment une place aux investissements miniers, y compris dans les minerais critiques. En septembre 2025, l'Institut de relations internationales et stratégiques (IRIS) relevait ainsi que, hormis quelques initiatives en Amérique latine, l'essentiel des investissements émiratis dans ce secteur se concentrait encore en Afrique, notamment en Zambie et en RDC.

Une carte qui continue de s'élargir...

La présence émiratie dans les minerais critiques africains s'est d'abord matérialisée par des prises de participation directes dans des actifs miniers. En Zambie, le groupe International Resources Holding (IRH) a acquis en mars 2024 une participation de 51 % dans Mopani Copper Mines, devenant opérateur de cette société aux côtés de l'État zambien, qui conserve 49 % du capital. En RDC, il a ensuite finalisé, en juillet 2025, l'acquisition de 56 % d'Alphamin Resources, qui exploite la mine d'étain Bisie. Ces opérations s'inscrivent dans le développement international d'IRH, filiale de 2PointZero, elle-même intégrée à l'écosystème d'International Holding Company (IHC), un groupe dont la structure de contrôle est liée à des entités proches de la famille régnante d'Abou Dhabi.

Les Émirats arabes unis interviennent également par l'intermédiaire de montages financiers associant capitaux publics et privés. C'est le cas d'Orion Critical Mineral Consortium (Orion CMC), une plateforme lancée par le gestionnaire d'investissements Orion Resource Partners avec la participation de l'agence américaine DFC et du fonds souverain émirati ADQ. Le consortium a notamment signé en février 2026 un protocole d'accord avec Glencore en vue d'acquérir 40 % des intérêts du groupe suisse dans les mines de cuivre et de cobalt Mutanda et Kamoto, en RDC. En Tanzanie, Orion CMC est par ailleurs en négociations avancées avec l'entreprise américaine Lifezone Metals pour une prise de participation dans le projet de nickel et de cuivre Kabanga.

L'implication émiratie passe aussi par la diplomatie économique. En février 2026, les Émirats et la RDC ont par exemple signé un accord de partenariat économique destiné notamment à faciliter les investissements bilatéraux dans des secteurs comme les mines et l'énergie. Des accords de coopération portant sur le secteur minier ont également été annoncés avec d'autres pays comme le Kenya, ciblé pour son potentiel en or, en cuivre et en tantale. Le cas de New Energy Metals avec le projet de Mabounié marque ainsi un certain prolongement de cette dynamique, la société étant enregistrée à l'Abu Dhabi Global Market et soutenue par des investisseurs du Gulf Cooperation Council (GCC), un écosystème qui compte le fonds souverain Abu Dhabi Investment Authority parmi ses principaux investisseurs.

Une contribution à encore préciser

Ces différentes initiatives offrent un aperçu de la manière dont les Émirats arabes unis renforcent leur présence dans les minerais critiques africains, aux côtés d'acteurs plus souvent cités comme la Chine, les États-Unis ou le Japon. Si la diversification économique constitue l'un des moteurs de cette orientation, l'IRIS y voit également une réponse aux besoins liés à la transition énergétique, à la transformation numérique et au développement de l'industrie de défense. Dès lors, le positionnement de l'Afrique dans ces démarches n'est pas surprenant : le continent concentrerait environ 30 % des réserves mondiales de minerais critiques, parmi lesquels le cuivre, le cobalt, le nickel, les terres rares et le graphite, indispensables à plusieurs de ces secteurs.

Reste à mesurer la place que l'Afrique occupera concrètement dans les approvisionnements émiratis. Si certains actifs dans lesquels des groupes liés aux Émirats ont investi sont déjà en exploitation, comme Mopani en Zambie et Bisie en RDC, d'autres projets doivent encore se concrétiser. À Mabounié, le démarrage des travaux de développement est annoncé pour 2027. Mais à ce stade, les modalités de mobilisation de l'investissement prévu n'ont pas encore été précisées. L'appui potentiel des investisseurs émiratis dans ces dynamiques constituera donc un autre indicateur important de la portée concrète de leur stratégie africaine.

R.I./Agence

RIZ BRISÉ

Le risque de restrictions en Inde accentue la pression sur les acheteurs ouest-africains

Grâce à une offre abondante et à des prix compétitifs, l'Inde occupe une place majeure dans l'approvisionnement de plusieurs pays africains. Ses décisions commerciales constituent donc un enjeu important pour les marchés du continent. L'Inde pourrait-elle refermer un marché rouvert depuis moins de deux ans ? Selon une enquête de la firme d'analyse Platts publiée le 6 novembre dernier, plusieurs exportateurs anticipent une intervention du gouvernement sur les ventes de riz blanc 100% brisé. Cette possibilité aurait été évoquée lors d'une réunion le 4 novembre d'après un opérateur qui a requis l'anonymat.

Les éventuelles modalités d'une telle politique — contingent, taxe, suspension ou protection des contrats déjà conclus — restent encore inconnues et pour l'heure, aucune notification officielle n'a été publiée par le ministère du Commerce.

Mais cette perspective s'inscrirait dans un contexte où les brisures sont déjà disputées localement par les distilleries d'éthanol, les fabricants d'aliments pour animaux et les clients étrangers.

Selon des données du ministère de la Consommation, reprises par le média local Kalinga TV, le prix de gros national des brisures atteignait 3 036 roupies (32,4 $) le quintal le 2 novembre, contre 2 883 roupies (30,8 $) le 10 octobre. Cette hausse de 5,3% en trois semaines alimente les préoccupations des utilisateurs locaux.

Le programme d'incorporation d'éthanol dans les carburants constitue aussi un facteur central. Les distilleries utilisent notamment du maïs, du riz et des brisures, qu'elles peuvent acheter sur le marché libre ou recevoir des stocks publics de la Food Corporation of India (FCI). Elles concurrencent ainsi les fabricants d'aliments pour volailles et les exportateurs pour certaines céréales.

Les inquiétudes agricoles renforcent cette tension. S&P Global Energy CERA prévoit une production indienne de 146 millions de tonnes de riz en 2026/2027, en baisse de 8 millions sur un an, notamment sous l'effet d'El Niño.

Une exposition ouest-africaine inégale

Une éventuelle restriction indienne interviendrait sur un marché déjà sous tension. Selon l'USDA, la Chine avait importé 1,4 million de tonnes de riz brisé pendant les sept premiers mois de 2026, notamment pour l'alimentation animale. Les Philippines contribuent également à la demande.

Les acheteurs ouest-africains concernés affrontent ainsi une double concurrence : celle des utilisateurs indiens, susceptibles d'être privilégiés en cas de restriction, et celle des clients asiatiques. Le risque tient autant au renchérissement des cargaisons et à l'imprévisibilité des achats qu'à leur disponibilité.

L'exposition reste inégale dans la région. Au Burkina Faso, par exemple, les consommateurs privilégient surtout le riz à 25% de brisures et le riz étuvé alors qu'au Mali, les qualités contenant entre 25% et 30% de brisures représenteraient environ 70% de la consommation.

Le Sénégal reste particulièrement exposé au marché des brisures, mais ses approvisionnements sont diversifiés. Selon les données d'UN Comtrade, il en a importé 1,39 million de tonnes en 2025, pour 536,3 millions $. L'Inde en fournissait 399 057 tonnes, soit 28,7% des volumes, devant la Thaïlande, le Pakistan et le Brésil.

Une restriction indienne toucherait donc un fournisseur majeur, sans interrompre l'ensemble des achats sénégalais. Cette diversification offre une marge de manœuvre, sans garantir des volumes immédiatement disponibles à prix équivalents.

Le précédent de 2022 montre aussi l'importance du levier diplomatique. Le 8 septembre de ladite année, New Delhi avait interdit les exportations de riz brisé. Après cette mesure, le Sénégal et la Gambie avaient obtenu, en mars 2023, des autorisations exceptionnelles portant respectivement sur 250 000 et 100 000 tonnes. Ces dérogations avaient desserré la contrainte sans rétablir un accès prévisible au marché puisque l'interdiction n'a été levée qu'en mars 2025.

Agence

BÉNIN

Les universités face aux promesses et aux défis de l'intelligence artificielle

La transformation numérique gagne progressivement les secteurs clés des économies africaines, portée par l'adoption de technologies comme l'IA. L'enseignement supérieur n'échappe pas à cette dynamique.

Le Bénin prévoit de se doter d'un Institut d'intelligence artificielle pour l'enseignement supérieur d'ici 2027. Cette initiative s'inscrit dans une tendance d'intégration croissante des technologies dans les universités, sur fond de transformation numérique des systèmes éducatifs.

L'annonce a été faite par la ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Sèdami Medegan Fagla, lors de la Conférence annuelle des recteurs des universités publiques, organisée à Cotonou les 5 et 6 novembre, selon la presse locale. Le projet prévoit notamment des formations débouchant sur des doubles diplômes en partenariat avec les universités.

Le Bénin multiplie les initiatives pour intégrer l'IA dans l'enseignement supérieur

L'intérêt du Bénin pour l'IA dans l'enseignement supérieur s'inscrit d'abord dans la Stratégie nationale d'intelligence artificielle et des mégadonnées (SNIAM) 2023-2027, adoptée en Conseil des ministres le 18 janvier 2023. Elle prévoit de développer les compétences locales à travers des formations initiales et continues en programmation, en langages d'IA et en gestion des mégadonnées. Le document prévoit aussi d'équiper les universités, les instituts et les centres de formation et de recherche afin qu'ils puissent conduire des projets dans ces domaines et nouer des partenariats scientifiques et technologiques.

À l'échelle universitaire, l'Université d'Abomey-Calavi (UAC) a engagé en 2025 l'élaboration de sa propre stratégie, à partir d'un diagnostic des usages de l'IA et de consultations auprès des enseignants, chercheurs, étudiants et partenaires. Présentée officiellement le 16 juillet 2026, cette feuille de route fixe à 2030 l'ambition de faire de l'établissement un pôle africain de référence en intelligence artificielle responsable, inclusive et souveraine. Elle couvre quatre domaines : la formation, la recherche scientifique, l'innovation et la transformation administrative.

La stratégie est accompagnée de deux autres documents. Une charte précise les règles d'utilisation de l'IA et les responsabilités des membres de la communauté universitaire. Un cadre éthique définit les principes de gouvernance, les exigences techniques et les mécanismes de contrôle applicables aux systèmes utilisés ou développés par l'établissement.

Agence

POINT-MARCHÉS

L'Europe soutenue par la décrue du pétrole avant l'inflation américaine

Dans le sillage du très net rebond enregistré à Wall Street la veille, les marchés actions européens poursuivent leur progression, plus de 90 minutes après l'ouverture de la séance. Les indices profitent notamment du recul continu des cours du pétrole qui se situent sous les 90 dollars, atténuant les craintes inflationnistes.

Après 10h30, le CAC 40 se dirige vers une deuxième séance de suite dans le vert, gagnant 1% à 8 315,32 points. De leur côté, Londres, Francfort et Amsterdam progressent respectivement de 0,32%, 0,92% et 0,23%.
Cette orientation positive dépendra du grand rendez-vous de la séance : la publication, cet après-midi, à 14h30, des chiffres de l'inflation américaine pour le mois d'octobre.

Nette baisse des cours du brut

Sur le front des matières premières, le pétrole accentue son repli après de nouveaux signaux d'accalmie entre Américains et Iraniens. En milieu de matinée, le baril de Brent cède 1,82% à 90,52 dollars. Avant 10h, il était repassé sous la barre des 90 USD, une première depuis le mois d'août. Il était monté à 117 USD le 26 octobre, avant d'entamer une sévère décrue à compter du 2 novembre. Le WTI abandonne quant à lui près de 2% à 85 USD.
Ce recul s'explique par les pourparlers diplomatiques en cours pour résoudre le conflit régional. Hier, lors d'une conférence de presse à la Maison Blanche, Donald Trump a évoqué un "élan positif" en faveur d'un accord pour mettre fin à la guerre avec l'Iran, après sa rencontre avec Mohammed Ben Abdelrahmane Al Thani, le premier ministre du Qatar, pays médiateur. Le président américain ajoute que cette guerre est "militairement terminée".
En outre, dans un message publié sur le réseau Truth Social, le président américain a fait savoir qu'une reprise des frappes contre l'Iran était "peu probable", tout en réaffirmant que les Etats-Unis demeuraient "prêts à intervenir".
Dans le même temps, dans la région, les combats ne faiblissent pas après huit mois de frictions ouvertes entre les Etats-Unis et l'Iran.
L'Arabie saoudite a confirmé hier après-midi que son oléoduc Est-Ouest, qui permet à une partie de ses exportations pétrolières de contourner le détroit d'Ormuz, avait été pris pour cible, alors que les attaques des Houthis pro-iraniens du Yémen contre le royaume se multiplient.

Edenred et Infineon en vedette

Hormis ces tensions géopolitiques incessantes, l'attention des investisseurs se porte toujours sur l'actualité des sociétés cotées.
A Paris, Edenred (+4,31%) enregistre l'une des plus fortes hausses du SBF 120. Le titre grimpe après qu'un juge brésilien a suspendu une partie des nouvelles règles relatives aux titres-restaurant pour les entreprises membres d'une organisation professionnelle locale, dont Pluxee et Edenred.
Cette décision de justice a été rendue publique lundi. Selon Reuters, le juge a suspendu certaines dispositions du règlement, notamment le plafonnement réglementaire à 3,6 % des taux de remise appliqués aux commerçants, indique la décision
Ailleurs en Europe, Infineon (+5,44%) domine le DAX 40 à la faveur d'un relèvement de ses objectifs de ventes liées à l'IA. Le fabricant de puces allemand vise dorénavant un chiffre d'affaires provenant des data centers pour l'exercice 2026-2027 d'environ proche 4 milliards d'euros. Il visait précédemment environ 2,5 MdsEUR.
Au sein du DAX 40, Henkel (+1,93%) se distingue aussi après avoir révisé ses objectifs annuels après un 3e trimestre dynamique. Le groupe allemand de produits de consommation courante affiche un chiffre d'affaires en progression de 11% à 5,7 MdsEUR au titre du 3e trimestre 2026, dont une croissance organique de 6,5%, "malgré un environnement de marché toujours difficile". Il anticipe maintenant une marge opérationnelle ajustée d'environ 15%, contre une fourchette précédente de 14,5% à 16%. Il prévoit maintenant une croissance organique du chiffre d'affaires comprise entre 3 et 4%, contre une fourchette précédente entre 1,5 à 3,5%.
En revanche, Vodafone (-1,2%) recule à Londres après une perte au 1er semestre de 3,6 MdsEUR contre un bénéfice de 1,1 MdEUR un an plus tôt. Toutefois, l'opérateur de téléphonie mobile, fixe et internet a annoncé un relèvement de ses prévisions de bénéfice et de flux de trésorerie pour l'exercice 2027. L'EBITDAaL ajusté est désormais attendu entre 13,2 et 13,4 MdsEUR (contre 13,0 à 13,3 MdsEUR visés en juillet 2026). Le flux de trésorerie disponible ajusté a été relevé dans une fourchette de 2,8 à 3 MdsEUR (contre 2,6 à 2,9 MdsEUR auparavant), matérialisant une progression organique supérieure à 20% au point médian (+21%).
A Londres toujours, Marks & Spencer gagne 0,31%. Le distributeur britannique de vêtements et de produits alimentaires ambitionne une croissance annuelle de son chiffre d'affaires comprise entre 5 et 9% à moyen terme, accompagnée d'une progression des bénéfices supérieure à celle des ventes. Il va doubler son dividende 2026/27 à 8,4 pence et confirme son objectif de 600 MGBP d'économies d'ici l'exercice 2028.
Sur le marché des changes, l'euro (+0,1%) s'affiche en légère hausse face au dollar,

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

BANK OF ALGERIA

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

Cours du : 10 Novembre 2026
Valeur : 12 Novembre 2026

BASE	DEVISES		COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR	136.1242	136.1392
1	EUR	EURO	152.3502	152.3942
1	GBP	POUND STERLING	182.6190	182.6881
100	JPY	JAPANESE YEN	86.1764	86.1968
1	CNY	CHINESE YUAN	20.3996	20.4024
1	CHF	SWISS FRANC	165.9646	166.0437
1	CAD	CANADIAN DOLLAR	96.4872	96.5047
1	DKK	DANISH KRONE	20.3873	20.3926
1	SEK	SWEDISH KRONA	13.8691	13.8715
1	NOK	NORWEGIAN KRONE	14.4667	14.4760
1	AED	UAE DIRHAM	37.0618	37.0679
1	SAR	SAUDI RIYAL	36.2630	36.2709
1	KWD	KUWAITI DINAR	441.5316	441.7236
1	TND	TUNISIAN DINAR	45.3067	45.7620
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM	13.9530	13.9546
1	LYD	LIBYAN DINAR	21.1324	21.2409
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA	3.3627	3.3731
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS	184.4278	184.4278

BOURSES ASIATIQUES

Tokyo et Séoul en hausse, portées par la Tech

Les bourses de Tokyo et de Séoul grimpent mardi en début de séance, suivant les gains enregistrés la veille à Wall Street, les valeurs technologiques rebondissant après les fortes pertes de la semaine passée.
Le Nikkei, l'indice vedette japonais, a brièvement bondi de plus de 3 % peu après l'ouverture avant de se replier légèrement, et affichait une hausse de 2,87% à 60.463 points vers 00H45 GMT tandis que le Kospi, l'indice sud-coréen progressait de 4,78 % à 5.258,57 points.
Les actions du secteur de l'IA ont été à nouveau recherchées lundi, effaçant une partie de leurs pertes de la semaine passée, lorsque la victoire des démocrates aux élections de mi-mandat avait alimenté les craintes d'un encadrement plus strict des centres de données.
Mais Wall Street a rebondi lundi, le Nasdaq, à forte composante technologique, terminant en hausse de 2,7 %.
Suivant la tendance haussière du marché américain, le marché japonais devait "démarrer (mardi) avec des acheteurs aux avant-postes", avait prédit le courtier en ligne Monex.

Agence

BOURSE ZURICH

Bouffée d'air matinale, avant l'inflation US

La Bourse suisse a ouvert la séance de mardi sur une note résolument positive, soutenue par une clôture en fanfare à Wall Street lundi, une détente sur les prix du pétrole, ou encore une désescalade verbale entre Washington et Téhéran. L'alignement des astres n'occultait toutefois pas complétement les doutes quant à la rentabilité à venir des colossaux investissements consentis depuis quelque temps déjà dans le segment de l'intelligence artificielle, sur fond de scandale d'espionnage chez le béhémoth des puces Nvidia. "La publication de l'inflation américaine d'octobre constituera (à 14h30, ndlr) le véritable test de la séance, permettant de déterminer si ce rebond repose sur une amélioration durable des perspectives ou simplement sur des rachats après la récente correction," souligne John Plassard, associé chez Cité Gestion. "La bonne nouvelle, c'est que les prix des biens et services aux États-Unis pourraient avoir augmenté moins rapidement en octobre que sur les mois précédents, du fait de la détente sur le pétrole. Les mauvaises, c'est que le prix du diesel n'a pas répercuté ce phénomène et que l'inflation sous-jacente reste source de préoccupation," considère Ipek Ozkardeskaya, chez Swissquote. En Suisse, la saison des résultats poursuivait son bonhomme de chemin, entre PSP Swiss Property, Sunrise, Lem ou encore BKW.
A 09h15, le Swiss Market Index (SMI) gagnait 0,67% à 15'046,87 points, le Swiss Leader Index (SLI) 0,57% à 2413,90 points et le Swiss Performance Index (SPI) 0,64% à 21'153,10 points. Sur les trente principales valorisations, seules quatre faisaient la moue quand le bon Lindt restait de marbre. Le logisticien Kühne+Nagel (-0,9%) subissait la plus importante avarie, derrière le chimiste des arômes et parfums Givaudan (-0,4%) et le géant de l'inspection SGS (-0,3%). Ce dernier a jeté son dévolu sur son modeste homologue floridien Deibel Laboratories. Côté gagnants, le conglomérat d'électrotechnique ABB et l'équipementier de pompes à vide VAT Group (+1,8%) tenaient la corde, devant le gestionnaire de marques de luxe Richemont (+1,7%). Les poids lourds se tenaient dans un mouchoir de poche, entre le bon Roche (+0,3%), Nestlé (+0,3% également) et Novartis (+0,4%). Sur le marché élargi, PSP Swiss Property se délestait de 2,1%. Le bénéfice net du géant de l'immobilier commercial a pourtant profité de la cession d'un projet en développement pour prendre l'ascenseur sur les neuf premiers mois de l'année. L'opérateur de télécommunication Sunrise (-1,4%) aussi jouissait d'un vent de poupe, porté par un retour dans le vert au troisième trimestre. L'énergéticien bernois BKW (+0,4%) maintient à minima ses objectifs 2026, à l'issue d'un automne désespérément sec.

Agence

COP31

L'électrification et la géothermie au cœur de la transition énergétique

L'agenda énergétique de la COP31 prévoit notamment le développement des réseaux électriques, du stockage de l'énergie, de l'efficacité énergétique, du refroidissement durable et de l'électrification.

La transition vers une énergie propre, qui figure parmi les dix priorités du programme d'action de la COP31, la Conférence des Nations unies sur les changements climatiques organisée à Antalya, en Türkiye, portera sur cinq axes principaux, allant de l'électrification au développement des infrastructures énergétiques.
Les questions liées à l'énergie, notamment la sécurité de l'approvisionnement, l'électrification, les infrastructures de réseaux, la diversification et l'efficacité énergétiques, sont au centre des discussions du deuxième jour de la conférence, consacré à « l'énergie et aux transports », après son ouverture lundi.
Des tables rondes ministérielles, des panels de haut niveau et des sessions réunissant différents acteurs visent à traduire les engagements climatiques en initiatives concrètes et à renforcer la coopération entre les secteurs.
Selon les informations compilées par Anadolu à partir du programme d'action de la présidence de la COP31, la transition énergétique propre englobe à la fois la consommation d'énergie, les infrastructures, l'accès à l'énergie et sa production.
Cette approche vise à coordonner l'électrification des transports, de l'industrie et des bâtiments avec le développement d'une production d'énergie propre. Elle prévoit également de renforcer la sécurité énergétique grâce à des réseaux électriques plus résistants, à l'augmentation des capacités de stockage et à l'amélioration de l'efficacité énergétique.
Les cinq principaux axes retenus concernent l'accès à des solutions de cuisson propres, les réseaux électriques et le stockage, la flexibilité énergétique, l'efficacité et le refroidissement durable, les voies d'électrification ainsi que les transitions énergétiques adaptées aux réalités nationales.
La mise en œuvre de ces priorités repose notamment sur l'augmentation des investissements, l'amélioration de l'accès aux financements et le renforcement de la coopération internationale.
L'approche défendue prévoit également une transition juste et réaliste, qui ne laisse aucune communauté de côté et tient compte des différents niveaux de développement, des ressources énergétiques et des priorités nationales.

Un objectif mondial de 35 % d'électrification d'ici 2035

L'initiative « 35-by-35 Global Electrification Pledge » fixe pour objectif de porter à 35 % la part de l'électricité dans la consommation finale mondiale d'énergie d'ici 2035.
Selon l'Agence internationale de l'énergie (AIE), l'électricité représente actuellement environ un cinquième de la consommation finale totale d'énergie dans le monde.
Cet engagement vise à encourager les pays à développer l'utilisation de l'électricité dans les transports, l'industrie et les bâtiments, en fonction de leurs contextes et priorités nationales, tout en soutenant le développement des énergies renouvelables et l'amélioration de l'efficacité énergétique.
Le développement des réseaux de transport et de distribution, l'augmentation des investissements dans le stockage de l'énergie et le renforcement de la flexibilité des systèmes électriques constituent également des éléments essentiels de cette démarche.
L'initiative mondiale pour l'électrification, conçue pour accompagner la mise en œuvre de cet engagement, prévoit notamment le partage des connaissances et des expériences entre les pays, le suivi des progrès réalisés et le soutien aux investissements dans les réseaux de distribution électrique.

La géothermie au centre des objectifs à l'horizon 2050

Le développement de l'énergie géothermique constitue un autre axe de la stratégie de transition énergétique propre.
L'initiative « Global Geothermal Ambition 2050 » vise à multiplier par douze, d'ici 2050, l'approvisionnement en énergie géothermique destinée à la production d'électricité et de chaleur, par rapport à son niveau de 2025.
Selon l'Agence internationale pour les énergies renouvelables (IRENA), la capacité mondiale installée de production d'électricité géothermique s'élevait à 15,6 gigawatts l'année dernière.
Cette ambition prévoit de soutenir les investissements publics et privés, d'améliorer l'accès à des financements abordables et de développer l'utilisation directe de la géothermie pour le chauffage et le refroidissement des bâtiments, ainsi que dans l'industrie et les systèmes agroalimentaires.
Les pays et les différentes parties prenantes sont invités à soutenir ces objectifs et à participer à leur mise en œuvre, en tenant compte de leurs capacités et de leurs situations nationales.

Agence

ÉTATS-UNIS

La Californie rejette la taxe sur les milliardaires, selon des médias américains

Le texte prévoyait de prélever une fois 5% du patrimoine net des quelque 200 milliardaires de cet État, le plus peuplé des États-Unis, pour aider au financement du système de santé public.
La Californie a rejeté par référendum un projet d'impôt sur la fortune des milliardaires, défendu notamment par l'économiste Gabriel Zucman, projettent des médias américains lundi soir, près d'une semaine après le scrutin. D'après les chaînes CNN et CBS News, la «Prop 40» a échoué à obtenir la majorité des suffrages. Le texte prévoyait de prélever une fois 5% du patrimoine net des quelque 200 milliardaires de cet État, le plus peuplé des États-Unis, pour aider au financement du système de santé public.
L'économiste franco-américain Gabriel Zucman, dont les travaux ont inspiré la mesure, avait accusé «les milliardaires de la Silicon Valley» d'avoir «tout fait pour saboter la mesure». Les opposants, dont le cofondateur de Google Sergey Brin, ont notamment dépensé des centaines de millions de dollars en publicités, martelant que la taxe risquait d'être pérennisée et de provoquer un exode des ultra-riches. Le gouverneur démocrate sortant Gavin Newsom y était lui aussi opposé.
Populaire à son lancement, la mesure a rapidement perdu du terrain.
Plusieurs tentatives de taxation des grandes fortunes ont déjà échoué en Californie, sans jamais parvenir jusqu'aux urnes.

R I

FRANCE

Les factures énergétiques pèsent lourdement sur le budget des ménages

La précarité énergétique continue de peser sur les conditions de vie des ménages en France où 86 % des foyers estiment que leurs factures d'énergie représentent une lourde charge pour leur budget, selon le dernier baromètre énergie-info du Médiateur national de l'énergie.
Selon cette enquête réalisée en septembre 2026, pas moins de 89 % des foyers interrogés se disent préoccupés par leurs dépenses énergétiques, un niveau record depuis 2007, tandis que 34 % déclarent avoir rencontré des difficultés à payer certaines factures d'électricité ou de gaz.
Pour maitriser leurs dépenses, 87 % des foyers cherchent avant tout à réduire le montant de leurs factures. Cette pression financière se traduit également par une dégradation du confort thermique des logements. En hiver, 35 % des ménages déclarent avoir souffert du froid dans leur logement. Durant l'été 2026, marqué par de fortes chaleurs, 65% des foyers ont souffert de la chaleur chez eux pendant au moins 24 heures.
Les difficultés de paiement se reflètent aussi dans les interventions pour impayés réalisées par les fournisseurs d'énergie. En 2025, 1,2 million d'interventions ont été enregistrées, notamment sous forme de limitations de puissance électrique et de coupures de fourniture, selon le Médiateur national de l'énergie.
Dans le détail, les limitations de puissance électrique ont atteint 948.000 interventions en 2025, contre 937.000 en 2024, tandis que les coupures d'électricité ont reculé à 143.625, contre 203.767 un an auparavant.
La campagne 2025 du chèque énergie illustre ces difficultés, puisque 3,8 millions de ménages ont reçu cette aide sans démarche particulière en novembre 2025, contre 5,6 millions de bénéficiaires en 2024.
Ces indicateurs mettent en évidence les difficultés persistantes des ménages en France à satisfaire leurs besoins énergétiques essentiels, alors que les dépenses de chauffage et d'électricité constituent une charge croissante pour les budgets familiaux.

APS

CHINE

La croissance du commerce extérieur s'accélère de janvier à octobre

Le commerce extérieur de marchandises de la Chine a maintenu une forte dynamique de croissance au cours des dix premiers mois de 2026, avec des importations affichant une hausse particulièrement soutenue, selon des données officielles publiées mardi. Selon l'Administration générale des douanes, le total des importations et des exportations a progressé de 20% en glissement annuel sur cette période, marquant une accélération par rapport aux 18,8% enregistrés au cours des neuf premiers mois. Les importations ont bondi de 23,6%, tandis que les exportations ont augmenté de 17,6% entre janvier et octobre.
Concernant les exportations de la Chine vers l'Union européenne, elles ont progressé de 24,4 % sur un an au mois d'octobre, selon les données des douanes chinoises diffusées mardi faisant également état d'un excédent de 310 milliards de dollars sur les dix premiers mois de l'année, un chiffre également en hausse.
Les exportations chinoises vers l'UE se sont établies à 54,58 milliards de dollars (environ 48,64 milliards d'euros), pour un déficit européen cumulé de 310,67 milliards de dollars (environ 276,86 milliards d'euros) envers la Chine, soit plus d'un milliard par jour. Par rapport à la même période de dix mois en 2025, l'excédent chinois vers l'UE a augmenté de 28,6 %.
Synthèse R I/APS

ALLEMAGNE

La valeur des exportations dépasse les 141 milliards d'euros en septembre

Les exportations allemandes ont augmenté plus qu'attendu en septembre sur un mois après deux reculs consécutifs, a annoncé l'Office fédéral de la statistique (lundi.
Des marchandises d'une valeur de 141,1 milliards d'euros (corrigées des variations saisonnières et calendaires) ont été exportées en septembre depuis la première économie européenne, selon un communiqué, soit une augmentation de 2 % sur un mois.
Les analystes de la plateforme Factset tablaient sur un regain moins marqué de 0,5 %.
En juillet et août, l'indicateur avait reculé de 0,8 % après cinq mois de hausse défiant le choc énergétique provoqué par la guerre au Moyen-Orient.
Dans son communiqué, Destatis note toutefois que l'excédent commercial de l'Allemagne a reculé en septembre par rapport au mois d'août, s'établissant à 15,6 milliards d'euros contre 17,9 milliards un mois plus tôt.
Cela s'explique par le fait que la croissance des importations (+4,2 %) a dépassé celle des exportations.
La hausse de 2 % des exportations en septembre a été presque exclusivement portée par la demande des pays de l'Union européenne, selon Destatis.

APS

Claude Code a transmis les adresses mail de ses utilisateurs à des sites web sans leur accord, Anthropic présente ses excuses

L'assistant de programmation d'Anthropic a transmis des adresses mail personnelles à des services externes, sans l'autorisation des utilisateurs concernés. Alertée depuis plusieurs mois sur l'utilisation de ces données, l'entreprise a reconnu le problème et commencé à déployer des correctifs.



Neuf requêtes envoyées au site de la Securities and Exchange Commission (SEC), le régulateur américain des marchés financiers, et un détail qui n'aurait jamais dû s'y trouver : l'adresse mail personnelle du développeur à l'origine des recherches. Ce dernier n'avait pourtant jamais demandé à Claude Code de la communiquer. L'assistant disposait même d'instructions lui interdisant explicitement de transmettre cette information à un service tiers. Il l'a fait malgré tout, comme le rapporte Cyberattaque.org, qui s'appuie sur les historiques publiés fin octobre sur le dépôt GitHub officiel du logiciel. Et ce développeur est loin d'être le seul concerné.

Une adresse personnelle transformée en coordonnées de contact

Pour comprendre comment Claude Code en est arrivé là, il faut revenir sur une fonctionnalité développée par Anthropic pour faciliter l'attribution du code. Lorsqu'il génère un fichier, l'assistant peut y insérer des commentaires précisant l'identité de son auteur, à l'aide d'une mention « @author ». Comme il lui arrivait d'inventer des noms, Anthropic avait décidé de lui communiquer automatiquement l'adresse mail associée au compte connecté. Cette information, intégrée au contexte du modèle sous une rubrique « userEmail », lui restait accessible pendant toutes ses autres tâches.
Or, Claude Code peut aussi exécuter des commandes, télécharger des fichiers et consulter des ressources sur Internet. Quand un site exige des logiciels automatisés qu'ils fournissent une adresse de contact, l'assistant peut alors reprendre celle de son utilisateur, sans solliciter son accord. L'information se retrouve dans l'en-tête HTTP « User-Agent » des requêtes exécutées avec l'outil curl, normalement destiné à identifier le programme à l'origine d'une connexion. Elle est ainsi transmise au serveur distant, qui peut en conserver une trace dans ses journaux techniques.
Les historiques publiés sur GitHub montrent que ces divulgations se sont répétées. Fin octobre, un développeur a ainsi rapporté avoir retrouvé quinze transmissions de son adresse personnelle dans quatre projets différents, entre août et octobre 2026. Les requêtes visaient notamment des services américains de données financières et statistiques, dont le Bureau of Labor Statistics, l'organisme chargé des statistiques du travail. Au cours d'une même opération, Claude Code aurait communiqué six fois cette information sans jamais en avertir son utilisateur.

Des alertes dès avril, une correction toujours attendue

Les premiers avertissements concernant l'utilisation de données personnelles par Claude Code remontent pourtant au printemps. Dès le 19 avril 2026, un développeur signalait en effet sur GitHub que l'assistant réutilisait des informations présentes dans son contexte pour générer du contenu. D'autres utilisateurs avaient ensuite constaté que leur adresse mail était systématiquement communiquée au modèle, sans possibilité de désactiver cette fonctionnalité.
Pour contenir les risques de nouvelles divulgations, Anthropic a donc déployé une première protection dans la version 2.1.317 de Claude Code, publiée le 3 novembre. Baptisé « cc-plugin-privacy » et activé par défaut, ce module cherche à intercepter les commandes susceptibles de transmettre l'adresse personnelle de l'utilisateur à un service extérieur.
Mais moins d'une semaine plus tard, deux nouveaux témoignages sont venus jeter de l'huile sur le feu. Le premier, publié le 5 novembre, accusait Claude Code d'avoir transmis son adresse personnelle à plusieurs sites Internet et affirmait recevoir désormais des dizaines de courriels frauduleux chaque jour. Le second, daté du 9 novembre, remettait en question l'efficacité de la protection. Son auteur avait constaté qu'une commande contenant son adresse mail dans un en-tête User-Agent pouvait être exécutée malgré l'activation du module. L'essai visait une adresse locale et n'a entraîné aucune transmission vers Internet, mais le filtre n'avait pas bloqué la commande.
Entre ces deux signalements, Anthropic a fini par sortir du bois par la voix de Lydia Hallie, membre de l'équipe Claude Code, qui a reconnu sur Hacker News que l'ajout automatique des adresses mail au contexte du modèle avait rendu ces divulgations possibles. Elle a présenté ses excuses pour ce problème qui aurait dû être détecté plus tôt, admis les limites du premier correctif et annoncé qu'Anthropic allait s'attaquer directement à la cause des divulgations en supprimant l'adresse mail du contexte fourni au modèle. Claude Code ne pourrait alors plus récupérer automatiquement cette information pour l'intégrer à ses requêtes.
Anthropic n'a cependant pas encore confirmé le déploiement de cette modification : la dernière version du logiciel, estampillée 2.1.322 et publiée le 10 novembre, n'en fait aucune mention dans son journal des changements.

OpenAI achève sa dernière levée de fonds dans la difficulté

Le créateur de ChatGPT continue d'engranger des milliards de dollars, alors qu'il n'est pas encore entré en Bourse. Même si les choses sont plus compliquées aujourd'hui.
L'âge d'or des financements IA est-il en train de prendre fin ? On peut se poser la question car, si, sans nul doute, la technologie est partie pour rester et continuer de changer nos vies, l'écosystème financier soutenant l'industrie n'est lui plus le même. Les derniers jours au Nasdaq ont ainsi montré les fragilités d'un secteur qui nous a habitué à affiche des chiffres fous. Et du côté des grandes start-ups du secteur, on n'obtient plus aussi facilement de l'argent !



OpenAI lève finalement la somme de 11 milliards de dollars

Anthropic va bientôt entrer en Bourse, mais devrait finalement obtenir moins d'argent que prévu. Et du côté du rival présidé par Sam Altman, OpenAI, on se retrouve dans le même genre de situation, avec de l'argent disponible, mais qui ne sort plus aussi facilement des poches des investisseurs. Comme le montre la dernière levée de fonds effectuée. En effet, comme nous l'apprend Reuters, OpenAI vient d'achever une levée de fonds qui lui a permis de récolter une enveloppe de 11 milliards de dollars. Une somme appréciable à première vue, mais qu'il faut mettre en balance avec l'objectif initial de la firme américaine, qui voulait alors obtenir 30 milliards de dollars.

Une valorisation qui atteint les 1 250 milliards de dollars

On peut donc se demander à quel point il s'agit ici d'une bonne ou d'une mauvaise nouvelle pour OpenAI, qui a récemment décidé de retarder son entrée en Bourse - même si des investisseurs fidèles comme SoftBank ou bien MGX ont remis la main au pot pour l'occasion.
Avec cette levée de fonds, OpenAI devrait atteindre sur le papier une valorisation de 1 250 milliards de dollars, alors que si l'objectif initial avait été atteint, c'était une valorisation de 1 500 milliards de dollars qui était visée par la direction. Sam Altman va-t-il encore reculer la date d'entrée en Bourse d'OpenAI en voyant que l'argent ne tombe plus aussi facilement du ciel ?

Honda envisage de produire de nouveau des voitures en Europe… en s'invitant dans l'usine d'une autre marque

Depuis 2021, Honda ne produit plus de voitures en Europe. Malgré des volumes de ventes relativement modestes sur le continent, le constructeur envisage aujourd'hui d'y relancer la production. Mais le nombre de voitures écoulées ne justifierait pas la construction d'une nouvelle usine. La solution serait donc de s'installer chez une marque déjà implantée en Europe. Honda pourrait profiter d'une baisse d'activité dans l'un de ses sites pour y installer ses propres lignes de production.



Comme beaucoup, Honda fait partie des déçus de l'accord franco-allemand concernant l'IAA, l'Industrial Accelerator Act. Ce texte fixe les objectifs de réduction des émissions de CO2 d'ici 2035. Mais il instaure surtout un label Made in Europe, qui permettrait d'avantager fiscalement les marques qui s'y soumettent. Plusieurs constructeurs japonais, dont Toyota, militent pour inclure leur pays dans ce dispositif. Ils proposent de l'élargir à un label Made with Europe. Une solution qui n'a, pour le moment, pas été retenue. Honda envisage donc d'adopter une stratégie similaire à celle de certains constructeurs chinois : produire des voitures en Europe pour contourner cette législation.

Jusqu'en 2021, le constructeur fabriquait des voitures sur le continent, au sens large du terme. Il disposait alors de sites en Angleterre et en Turquie. Aujourd'hui, parmi ces deux pays, seul le Royaume-Uni fait partie de l'accord permettant d'accéder au label. Hans de Jaeger, directeur exécutif de Honda pour l'Europe, l'Afrique et le Moyen-Orient, a de nouveau souligné l'importance du marché européen pour la marque. Il a également expliqué que toutes les possibilités restaient ouvertes dans l'attente d'un accord définitif. Honda espère toutefois que le Japon sera inclus dans un futur dispositif. Le dirigeant a notamment rappelé l'importance des investissements des entreprises japonaises en Europe. Si cette demande n'aboutit pas, le constructeur pourrait envisager de produire des véhicules sur le continent. Il pourrait le faire lui-même ou conclure un accord avec un autre constructeur. L'objectif serait alors de s'installer dans l'un de ses sites. Cette dernière option rappelle la stratégie européenne de Chery. Le constructeur chinois a investi l'une des lignes inutilisées de l'usine Nissan de Sunderland, en Angleterre. Il y produit désormais ses voitures.

Des projets qui signent un renouveau de Honda en Europe

Lors de sa nomination en avril dernier, Hans de Jaeger avait fait part de sa volonté de dynamiser les activités de Honda en Europe. Il souhaitait notamment développer le réseau de vente et d'entretien.

Celui-ci reste relativement confidentiel face à ceux d'autres constructeurs japonais. Le dirigeant avait également annoncé vouloir diversifier la gamme pour relancer les ventes. L'objectif semble ambitieux après plusieurs années en demi-teinte. Au cours des neuf premiers mois de l'année, la marque a vendu 59 000 voitures en Europe. Pour donner un ordre de grandeur, l'usine britannique de Swindon produisait jusqu'à 150 000 voitures par an. Durant ses dernières années d'activité, elle assemblait uniquement des Civic. De son côté, le site turc fabriquait chaque année 40 000 exemplaires de la compacte en version tricorps.

Un éventuel retour à la production européenne serait donc probablement limité à des volumes bien plus modestes. Honda dispose déjà d'usines sur ses principaux marchés. Construire un nouveau site uniquement pour l'exportation aurait donc assez peu d'intérêt. Le coût de la main-d'œuvre européenne constitue un autre frein. Si l'accord de l'Industrial Accelerator Act est adopté par le Parlement européen et les États membres sous sa forme actuelle, les marques devront produire en Europe des voitures composées à 70 % de pièces européennes. Cette mesure protectionniste vise à freiner la concurrence chinoise. Mais son efficacité pourrait être limitée, au vu du nombre de marques ayant déjà investi des usines sur le continent. Pour ne pas être pénalisé, Honda devra donc rapidement trouver un partenaire local. Il pourrait ainsi rapatrier ses lignes de production en Europe. Et pourquoi pas Nissan ? Les deux marques sont

Airbags Takata : de nouveaux véhicules reçoivent une interdiction de circuler

Loin d'être refermé, le dossier des airbags défectueux Takata continue d'allonger la liste des véhicules interdits de circuler. Après la vaste campagne qui a notamment frappé les Citroën C3 et DS3, la consigne d'immobilisation immédiate « stop drive » s'applique désormais à l'ancienne génération d'Opel Astra, alors que le groupe Volkswagen élargit à son tour ses rappels chez Skoda. Le point sur les versions concernées, les consignes des constructeurs et le calendrier d'un chantier d'après-vente particulièrement complexe. L'affaire des airbags Takata a eu d'innombrables conséquences pour le monde des rappels automobiles en Europe. Elle a notamment marqué l'arrivée en France des opérations de type "Stop drive", qui imposent une immobilisation immédiate du véhicule contrairement à la plupart des campagnes classiques. Le nombre de voitures touchées par ce type de consigne a d'ailleurs tendance à augmenter au fil du temps. Désormais, ce sont les Opel Astra H dont il faut impérativement arrêter la conduite si celles-ci sont toujours munies d'un coussin gonflable fourni par l'équipementier japonais à l'origine de cet interminable scandale.

Quelles sont les voitures qui font l'objet d'un rappel "stop drive" chez Opel ?

Le KBA, l'organisme qui régit l'automobile en Allemagne, a fait savoir le 12 octobre dernier qu'il convenait de rappeler les Opel Astra, Cascada, Meriva, Mokka, Signum, Vectra et Zafira fabriqués entre 2005 et 2017 : "Les erreurs dans le générateur de gaz de l'airbag conducteur peuvent conduire à un développement incontrôlé et à la libération de fragments métalliques dans le cadre du déclenchement de l'airbag, ce qui peut blesser les occupants" affirme la structure allemande. Elle précise toutefois qu'aucun incident n'est connu à ce jour sur ces véhicules. Stellantis France indique qu'en dehors de l'Astra, tous les modèles cités étaient déjà frappés d'un "stop drive" dans l'Hexagone. La nouveauté ne porte donc que sur la berline compacte, dont la déclinaison "H" (2005 à 2014) a été immatriculée à hauteur de quasiment 150 000 exemplaires en France : "Les clients des véhicules concernés recevront une communication directe avec des instructions détaillées sur les prochaines étapes" souligne le constructeur, qui "exhorte" ses clients à cesser de conduire les voitures litigieuses dès à présent.

Pourquoi Citroën prend-il aussi de nouvelles mesures sur certains marchés ?

Stellantis a aussi annoncé que 11 000 voitures qui circulent potentiellement aux Pays-Bas à l'heure actuelle ne devaient plus être utilisées si elles étaient toujours dotées de leur airbag originel : Citroën C4 de deuxième génération (2009-2018), DS4/DS 4 première du nom (2010-2018), Opel Astra H (2005-2014) et le couple Opel Vectra/Signum (2005-2008). "Fin août 2026, plus de 4 millions de véhicules de marque Stellantis avec un airbag Takata avaient déjà été réparées en Europe", rappelle la division néerlandaise du groupe franco-italo-américain. La multinationale avait cependant donné dès le départ la priorité aux voitures situées dans le sud du Vieux Continent, pour des raisons aussi bien climatiques que logistiques. Le gaz litigieux, le nitrate d'ammonium, se dégrade et peut devenir explosif sous les effets de la chaleur et de l'humidité en premier lieu. Même s'il y a eu quelques décès en métropole, la majorité des accidents mortels enregistrés en France dans le cadre de cette affaire concernent d'ailleurs les territoires d'outre-mer. Mais il s'agissait aussi de composer avec le manque de disponibilité des pièces détachées et les diverses difficultés posés par l'organisation d'un retour en atelier aussi massif.

Des rappels qui s'étendent aussi dans le groupe Volkswagen

Un autre géant européen, le groupe Volkswagen, a également été critiqué pour sa gestion de cette crise. Certains propriétaires lui ont reproché des délais de remplacement d'airbags trop éloignés, l'accusent de faire peser une épée de Damoclès sur la tête de ses clients. Toujours par l'intermédiaire du KBA en Allemagne, sa filiale tchèque Skoda a annoncé que 77 360 Fabia, Rapid, Yeti, Octavia, Superb, Citigo, Kodiaq et Roomster fabriqués entre le 23 mai 2016 et le 7 décembre 2017 devaient être impérativement modifiées. Les autos sont disséminées dans différents pays. Skoda France annonce que "tous les véhicules circulant en France métropolitaine, en Corse et dans les Drom sont assujettis à une mesure de stop drive". Selon son comptage arrêté début novembre 2026, 13 742 Skoda censées être toujours en service en France doivent faire l'objet d'un remplacement du système d'airbag conducteur.

D'après des chiffres obtenus auprès du ministère des Transports, 85 000 voitures équipées d'un airbag Takata se sont présentées dans un centre de contrôle technique en France entre janvier et septembre 2026 : "Soit 0,4% des contrôles", indique l'État, qui a toujours fort à faire avec ce dossier.

Les pouvoirs publics avaient en effet fait savoir à L'automobile Magazine en janvier 2026 qu'il restait alors environ 1,8 million d'autos à traiter en France, et que le but était de s'en occuper dans l'année. Un objectif que nous savions très difficile à atteindre, pour diverses raisons. Si vous êtes encore dans l'attente d'un remplacement d'airbag Takata défectueux, n'hésitez d'ailleurs pas à témoigner sur notre formulaire fiabilité.

Structure politique / Hégémonie		Amusant / Écrivain 'marin'		Serpenter / Baiser		Bastringue / Classification d'huiles		Équerre	Attribués	De naissance / Création		Soldat américain						
												Petits socles						
Nommément / Frotte													Nazi					
							Recouvre	Empestées										
Acarien / Rapport constant						Portées												
		Association de radio-télévision (initiales) / Habituel				Océan		Petit tour / Numéro d'entreprises (initiales)				Résidus		Captif				
Assassiner / Car urbain					Collections								Accumulation					
			Succinctes	Estimations / Erbium						Véhicule								
Conduit / Matière minérale					Train de banlieue (initiales) / Médusé				Rendu / Ventilation									
						Roue à gorge / Hasards				Chef éthiopien								
Mot de passe / Chiffre				Sorte de maillet / Coqueluche						Unité de sensibilité								
		Instrument de musique / Autre nom de tsar						Piscine		Direction		Troisième personne du singulier						
Doras	Conifère / Ensemble d'images						Garçonnière											
								Pronom personnel			Distance chinoise / Canard nordique							
Possessif / Chambre			Étoffe de soie / Venelle									Légumineuses						
						Grands félins		Saule / Peuples sud-américains										
Bolets comestibles		Fleuve italien		Centre	Dieu nordique					Petit docteur / Commune d'Italie			Alcool de riz					
					Ville croate				Cantine huppée / Point délicat									
Répertoire / Titane					Conducteur / Pour unir							Métal précieux						
		Unie					Fluide gazeux				Tout va bien (initiales)							
Conduits							Débris de bois											

Les Enjeux Eco
Quotidien national de l'économie
Mercredi 11 novembre 2026 http:www.lesenjeuxeco.dz

PÉTROLE

Le Brent en baisse à 90,3 dollars

Les cours du pétrole s'affichent en baisse mardi, sur fond d'espoirs relatifs à l'évolution de la situation au Moyen-Orient.
Après être tombé à 89,66 dollars (vers 09H05 GMT), le prix du baril de Brent de la mer du Nord, pour livraison en janvier, s'affichait à 90,33 dollars, en baisse de 2,42 %. Son équivalent américain, le baril de West Texas Intermediate, pour livraison en décembre, tombait de 2,29 % à 84,86 dollars.

CRA

1.400 poches de sang collectées lors de la 29e édition du SILA

Le Croissant-Rouge algérien (CRA) a collecté 1.400 poches de sang lors de la 29e édition du Salon international du livre d'Alger (SILA), organisée du 28 octobre au 7 novembre 2026, indique mardi un communiqué de cet organisme.
Cette opération humanitaire, organisée tout au long de cette manifestation culturelle, s'est déroulée sur l'esplanade du Palais des expositions à Alger, en coordination avec l'Agence nationale du Sang (ANS) et sous la supervision du ministère de la Santé.
A cet effet, "le CRA a mobilisé ses moyens humains et organisationnels, à travers le déploiement d'équipes médicales et de bénévoles afin d'assurer l'encadrement nécessaire pour l'accueil et l'accompagnement des donneurs, ce qui a contribué à la réussite de cette initiative et à la réalisation d'un bilan qui reflète le niveau d'adhésion à cette action humanitaire", précise la même source.
Cette initiative s'inscrit dans le cadre des "efforts continus du CRA visant à ancrer la culture du don de sang et à contribuer à la disponibilité de cette matière vitale, afin de répondre aux besoins des établissements hospitaliers et de renforcer le stock de sang, garantissant ainsi sa disponibilité pour les patients et les cas d'urgence et contribuant à sauver des vies", conclut le communiqué.

MONNAIES: LE DOLLAR STABLE FACE À L'EURO

Le dollar américain progresse légèrement mardi, avant la publication de chiffres sur l'inflation aux Etats-Unis

Après un bond en fin de semaine puis une baisse lundi, le billet vert prenait 0,1% par rapport à la devise britannique, à 1,3429 dollar pour une livre, gagnait 0,14 % face à la devise japonaise à 177,47 yens pour un dollar, et restait stable face à l'euro à 1,1223 dollars.
"L'inflation reste trop élevée, je pense qu'un resserrement monétaire supplémentaire s'impose, le plus tôt possible", a plaidé mardi le gouverneur de la Fed, Christopher Waller, dans un discours à Londres.
Un durcissement monétaire pour lutter contre la hausse des prix serait un facteur haussier pour la devise américaine.
L'indice des prix à la consommation (CPI) pour le mois d'octobre aux Etats-Unis doit être publié plus tard dans la journée. Il est attendu en hausse de 0,3% par rapport au mois de septembre par le consensus d'analystes de Bloomberg.

POLLUTION DE L'OUED MOUILAH

Merad : «Ce phénomène n'est pas innocent»

Le ministre d'État, ministre de l'Intérieur et des Collectivités locales, Brahim Merad, a affirmé hier que l'Algérie prendra les mesures nécessaires pour faire face à la pollution des cours d'eau de la région de Tlemcen, notamment l'oued Mouilah, dont les eaux sont affectées par des rejets provenant du Maroc. À l'issue de la présentation des préoccupations soulevées par les députés de la wilaya de Tlemcen au sujet de la pollution affectant l'oued Mouilah, dans la commune frontalière de Maghnia, le ministre d'État a estimé que « ce phénomène n'est pas innocent et constitue une attaque systématique ». Il a indiqué que ces préoccupations seront soumises aux hautes autorités du pays afin de prendre les mesures nécessaires, en coordination avec les instances compétentes aux niveaux national et international.
Merad, qui effectue cette visite dans la wilaya sur instruction du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, accompagné d'une délégation ministérielle comprenant les ministres de l'Hydraulique, de l'Environnement et de la Qualité de la vie, de la Santé et de la Communication, a précisé que « toutes les mesures qui seront prises visent à protéger notre pays et nos citoyens contre ce phénomène sur les plans alimentaire, environnemental et sanitaire ».
Chargé par le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, Brahim Merad s'est rendu à Tlemcen à la tête d'une délégation ministérielle comprenant les ministres de l'Environnement et de la Qualité de la vie, de l'Hydraulique, de la Santé et de la Communication.
Cette visite intervient après les premières constatations effectuées par une commission d'experts de plusieurs secteurs, qui avait été dépêchée dans la région pour évaluer l'ampleur de la pollution et ses conséquences sur les ressources hydriques. À Maghnia, la délégation a constaté l'ampleur de la pollution touchant les oueds Mouilah, El Mehaguene et Abbes, dont les eaux contaminées se déversent jusqu'au barrage de Hammam Boughrara, en raison de déchets et de substances polluantes provenant du Maroc.
Les résultats des analyses effectuées sur des échantillons d'eau ont révélé une pollution chimique et microbiologique. Les experts ont notamment relevé des concentrations de nitrites dépassant les seuils de référence, une baisse du taux d'oxygène, ainsi que la présence de résidus de substances pharmaceutiques et hormonales et de métaux lourds. Ces polluants présentent des risques pour l'environnement, les terres agricoles et les ressources en eau souterraines. Les spécialistes ont également alerté sur les conséquences possibles d'une exposition prolongée à ces substances.
Face à cette situation, Brahim Merad a indiqué que les différents secteurs concernés avaient été mobilisés pour renforcer les contrôles, surveiller les rejets d'eaux usées et de déchets industriels et agricoles et prendre les mesures nécessaires pour limiter les effets de cette pollution.
Le ministre a également assuré que des mesures juridiques seraient engagées contre toute personne dont la responsabilité dans la pollution serait établie. Il a souligné que la protection des ressources hydriques et de la santé publique constituait une priorité. Il a par ailleurs été précisé que les eaux actuellement destinées à la consommation humaine font l'objet d'un traitement et répondent aux normes sanitaires requises.

Agence

LANCEMENT DE LA BRANCHE AFRIQUE DE L'OUEST ET SAHEL DE L'ONUDC

Les efforts et l'expérience de l'Algérie en matière de lutte contre le terrorisme salués

Les participants, mardi à Alger, à la cérémonie de lancement officiel de la branche Afrique de l'Ouest et Sahel relevant du cadre stratégique "CONNECT" de l'Office des Nations unies contre la drogue et le crime (ONUDC), ont salué les efforts et l'expérience de l'Algérie en matière de lutte contre le terrorisme et son engagement en faveur du renforcement de la coopération régionale et interconti-nentale pour faire face au terrorisme et à ses liens avec le crime organisé transfrontalier, soulignant l'importance de lancer, depuis l'Algérie, la phase opérationnelle du cadre stratégique africain "CONNECT" de lutte contre le terrorisme.
La directrice générale des relations multilatérales au ministère des Affaires étrangères, Mme Baya Bensmaïl, a indiqué que cette rencontre intervient dans "une conjoncture sécuritaire régionale d'une extrême sensibilité, où les menaces terroristes s'entremêlent avec les activités du crime organisé transfrontalier, d'où l'impératif de hisser notre coopération à la hauteur de la gravité des défis".
Elle a ajouté que le terrorisme qui continue de ravager des vies dans la région du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest, "s'appuie de façon croissante sur les activités du crime organisé transfrontalier, comme le trafic de drogues et d'armes et la traite des êtres humains, l'enlèvement contre rançon et l'exploitation illicite des ressources naturelles", expliquant qu'il s'agit "d'une imbrication qui confère à cette menace une dimension transfrontalière dépassant les capacités de chaque Etat ".

APS

CHOLÉRA

Plus de 3.000 décès recensés dans le monde depuis le début de l'année

Plus de 3.000 personnes sont décédées du choléra depuis le début de l'année 2026, principalement en Afrique, a annoncé mardi l'Organisation mondiale de la santé (OMS),alertant sur la persistance de cette maladie pourtant évitable et traitable.
"2025 a été l'année la plus meurtrière pour le choléra depuis 1999, avec près de 7.900 décès - dont beaucoup sont survenus avant même que les personnes ne puissent accéder à des soins", a rappelé à Genève Dr Lorenzo Pezzoli, responsable des maladies bactériennes à potentiel épidémique de l'OMS.
Pour 2026, si les données préliminaires des neuf premiers mois indiquent une baisse du nombre de décès, "plus de 3.000 personnes ont tout de même succombé à cette maladie pourtant évitable et traitable, dont près de neuf sur dix en Afrique", a-t-il ajouté.
Selon l'OMS, le phénomène climatique El Nino, actuellement en cours, pourrait aggraver la situation, "le choléra étant exacerbé aussi bien par un excès que par un manque d'eau".
L'OMS et l'Alliance internationale du vaccin (Gavi) espèrent réduire de 90 % le nombre de cas dans le monde d'ici 2030, grâce à une campagne de vaccination et à une amélioration de l'hygiène.
Si l'accès à l'eau potable et à des systèmes d'assainissement a permis de l'éradiquer des pays à revenu élevé il y a plusieurs générations, le choléra peut encore "tuer en quelques heures, alors même qu'il est facile et peu coûteux à traiter grâce aux médicaments existants", a souligné le Dr Pezzoli.
Selon lui, "l'objectif fixé pour 2030 est réalisable, car le travail a déjà commencé", notamment avec le Groupe international de coordination (GIC) de l'approvisionnement en vaccins, qui a approuvé en 2025 la fourniture de 71 millions de doses, financées par la Gavi.
Par ailleurs, ces vaccins parviennent beaucoup plus rapidement dans les zones touchées par des flambées épidémiques, a indiqué M. Pezzoli.
En outre, ils aident les pays - en commençant par les sept nations qui ont concentré environ 90 % des cas et des décès en 2025 (Angola, Bangladesh, République démocratique du Congo, Nigeria, Soudan du Sud, Soudan et Yémen) - à cartographier les districts où le choléra réapparaît de manière récurrente afin d'élaborer des plans nationaux ciblés.
"La réponse collective porte indéniablement ses fruits, mais (...) cela reste insuffisant. Nous devons redoubler d'efforts", a insisté le Dr Pezzoli.

APS